

T2137-599-8,00 F

ISSN 0026-9433

DOSSIER TIERS MONDE

le monde **Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 599 JEUDI 26 DÉCEMBRE 1985 8,00 F

■ PARIS-DAKAR ■



L'ENVERS DU DÉCOR

FOP. 2520

communiqués débats

• HAUTE-GARONNE

La liaison Nord Haute-Garonne « La colonne de fer » appelle tous les sympathisants et militants libertaires à prendre contact avec elle pour accroître l'audience du mouvement anarchiste entre Toulouse et Montauban. Ecrire aux relations intérieures qui transmettront.

• NICE/COTE-D'AZUR

La liaison Nice/Cote-d'Azur rappelle qu'elle se tient à la disposition de tous pour renforcer l'audience libertaire sur la région. Pour lui écrire ou bien encore acheter le « Monde libertaire » : librairie Le Temps de vivre, 50, boulevard de la Madeleine, 06000 Nice-Magnan.

• LOT

Une liaison est en formation à Villeneuve-sur-Lot. Pour tout contact, s'adresser aux Relations intérieures qui transmettront.

• POITIERS

Le groupe Berkman rappelle qu'il anime tous les mercredis, de 13 h à 14 h, l'émission « Cactus » sur Forum-90. D'autre part, le groupe a annulé ses permanences à la Maison du Puits-de-la-Caille ; celle-ci auront, temporairement, lieu durant la tenue de la table de presse tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au marché de la Z.U.P.

• LE HAVRE

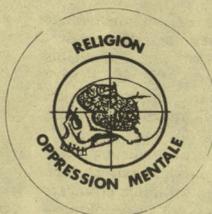
Le groupe Jules-Durand organise une vente à la criée chaque dimanche matin sur le marché d'Harfleur. Vous pouvez donc y contacter ses adhérents. Un dépôt du « Monde libertaire » est assuré chaque semaine à la librairie La Galerie, espace Oscar-Niemeyer, Le Havre.

éditions

• BADGES

Le groupe Sacco-Vanzetti vient d'éditer deux badges (diamètre 38 mm). L'un à propos de la religion (fond violet), et l'autre sur la course aux armements (fond jaune).

Ces deux badges sont disponibles à la librairie du Monde libertaire au prix de 6 F. Pour diffusion, vous pouvez contacter le groupe (1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles).



Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli. fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

• NIMES

Le groupe du Gard organise un exposé-débat, à 20 h 30, le 8 janvier, en son local (A.G.D.I.R.), 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes) sur le thème : « Les collectifs libertaires agricoles en Espagne pendant la révolution ». Invitation cordiale à tous les sympathisants.

• PARIS

La commission propagande des Relations intérieures organise un cycle de cours sur l'anarchisme. Ces cours s'adressent à toutes les personnes souhaitant préciser leur connaissance de la pensée anarchiste.

Chaque mardi, un thème sera abordé : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « L'organisation anarchiste », « Le mouvement anarchiste en France », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Premier cours : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? », par Yves Peyraut, mardi 7 janvier, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e.

liste des groupes f.a.

GROUPES F.A.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (deux groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Haute-Saône : Gray — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca, Nice — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Roulot — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Quimper — Haute-Garonne : liaison Nord Haute-Garonne — Hérault : Montpellier — Ile-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Lot-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Pas-de-Calais : Dunkerque — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Sarthe : Le Mans — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtelleraut — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
 Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Confians-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

• LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.
 LIAISONS PROFESSIONNELLES
 O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
 145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
 Tél. : 805.34.08

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, Paris-Dakar : les nantis s'amuse, Le boulanger et les miettes — PAGE 4 : En Bref, S.K.F., C.G.T. inflexible, S.E.V.-Nanterre, Paris : la grève du 20 décembre — PAGE 5 : 1986 et le mouvement national corse, L'intox — PAGE 6 : Les lois sclérotées, Le parcours d'un insoumis — PAGE 7 : Dossier tiers monde — PAGE 8 : L'Amérique centrale face à l'impérialisme américain — PAGE 9 : Qui sont les C.C.C. ?, Italie — PAGE 10 : Noël, fête chrétienne ? — PAGE 11 : Radio-Libertaire, Notes de lecture, Communiqué de R.-L. — PAGE 12 : Gattaz n'est pas anarchiste !, Economie américaine : la pire des logiques.

liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.

Groupe « Varlin », Paris 15^e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30 au métro Convention.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Volaine », Paris 20^e : permanences les jeudis, de 18 h 30 à 19 h 30, au métro Belleville et/ou Pyrénées ; et au local du groupe, à partir de 21 h, au 26, rue Plat, Paris 20^e (dans la cour, 2^e porte à gauche).

BANLIEUE

• Seine-et-Marne

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

• Hauts-de-Seine

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.59.

• Val-d'Oise

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis du mois, de 15 h à 18 h 30, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

• Val-de-Marne

Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philipe, 2, rue Louise-Agliaé-Crettet, Vitry.

PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

• ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• CHARENTES-MARITIMES

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue de la Touche Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

• GARD

Groupe du Gard : permanences les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 17 h à 19 h à l'A.G.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Duruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h, salle 15 bis CNT-AT-LP, Bourse du travail, cours Victor Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois, tél. : 74.26.02.

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences le 1^{er} et 3^e vendredi de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire Bodillon, Angers.

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les mardis de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : (20) 57.37.06.

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les 1^{er} dimanches du mois, au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).

• SARTHE

Groupe « Zo-d'Axa » du Mans : permanences tous les seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

• SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.

• SOMME

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n° 7, 80330 Longueau.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle Jean-Rostand, rue Montebello, Toulon.

PARIS-DAKAR

Les nantis s'amuse !

C'EST parti... comme tous les ans, le Paris-Dakar roule. Image sympathique d'une aventure fantastique ! Rêverie d'une traversée de désert ! Ça forme un homme, on voit du pays et on rencontre des gens différents (engagez-vous !)...

Le rallye annuel part à toute allure, mais derrière les belles apparences et les exploits se cachent des réalités toutes autres. Le Paris-Dakar, ce n'est pas seulement l'aventure, le rêve ; c'est également une stupidité, une exploitation, une publicité, un gaspillage et un pillage.

Le Paris-Dakar traverse les « étendues sauvages » de l'Afrique, voitures, camions et motos vont se succéder sur les routes et à toute allure ; le résultat, après la course, est simple : les pistes et les ponts sont défoncés. Ils n'étaient pas prêts à recevoir des bolides. Il faudra attendre bien longtemps, voire jamais (le

comme au « bon vieux temps » de l'esclavage.

Les mesures de sécurité sont quasiment inexistantes, et chaque année ou presque un enfant se fait écraser. En revanche, quand un pilote de moto ou de

pouvoir d'achat étant trop bas. Cette course véhicule l'idéologie capitaliste, celle de la concurrence et de l'effort individuel... Pour preuve, le P.-D.G. de la société Ricard, Daniel Hémar, qui déclare : « Je voudrais que



L'amusement des nantis...

ma participation (en tant que concurrent du Paris-Dakar) ait valeur d'exemple au sein de l'entreprise pour montrer l'importance que j'accorde au dépassement de soi-même et à l'esprit d'initiative personnel » (Le Monde, 7 novembre).

Le Paris-Dakar, ce sont également des multinationales, responsables de la misère du tiers monde dans bien des cas, qui apposent leurs publicités aux portières des véhicules. Même si l'organisateur du rallye, Thierry Sabine, prétend que celui-ci est un projet humanitaire en offrant des pompes d'irrigation au Sahel, on sait très bien que la somme des dégâts est supérieure à celle des dons. Le créateur du Paris-Dakar, de l'enduro du Touquet, de la descente du Niger ne semble pas s'être mis sur la paille du fait de ses « actions humanitaires » et semble bien vivre de ses activités sportives grâce à la société « Thierry-Sabine organisation ». Récemment, il a créé une nouvelle agence, Ténére, pour « sponsoriser » d'autres compétitions plus conventionnelles.

En fait, le Paris-Dakar est une course de la honte cautionnée par les Etats et financée par les multinationales. Les anarchistes ne peuvent pas accepter ce joujou des nantis qui va à l'encontre des intérêts aussi bien des travailleurs français que de ceux des travailleurs du Sénégal.

LAURENT
(Gr. Pierre-Besnard)



La souffrance des démunis...

manque d'argent !), pour réparer l'ensemble et ceci va empêcher des individus de circuler selon leurs besoins. C'est le cas des gens qui, pour différentes raisons, doivent aller de village en village. Le ravitaillement, déjà difficile avant la course dans les pays sous-développés, va se compliquer encore davantage. On peut imaginer ce que cela signifie quand il s'agit de transporter des vivres ou des médicaments.

Mais ce n'est pas tout ! Sur leur passage, les animateurs du rallye vont avoir besoin d'essence pour continuer la route. Ils réquisitionneront les réserves locales et lorsqu'ils repartiront nombre de personnes ne pourront plus rien mettre dans les réservoirs de leur véhicule. Ceci bien sûr aggravera la situation, ralentira les aides, le ravitaillement... Et, sur le plan économique local, cet état de fait ne permet pas un développement conséquent. C'est là un pillage direct comparable à celui de la période coloniale.

Si le casque colonial n'est plus sur la tête, il se trouve toujours dans les têtes. Il suffit pour s'en convaincre de voir l'état d'esprit et le comportement des concurrents pendant la course : se laver dans les seuls points d'eau potable qui servent pour la boisson et la cuisine... prendre des « boys » pour certains travaux, se faire servir

Editorial

Ainsi, ils ont osé. Les armes à la main, ils sont devenus l'espace de quelques heures les vedettes d'un show médiatique qu'ils contrôlaient absolument, étant à la fois réalisateurs et acteurs. Scandale ! Des voyous ont violé la télévision, exigeant d'être filmés par F.R.3 en échange de la vie de quelques magistrats... Si la prise d'otages n'est pas une pratique que nous respectons, il n'empêche que de voir ces fantômes pour une fois à la place de ceux qu'ils humilient quotidiennement n'avait rien de déprimant !

La télé prise en otage, et en plus par des individus ne réclamant rien d'autre que de pouvoir cracher sur les institutions d'une société qui les a rejetés... Nous avons eu droit au défilé sinistre des démocrates indignés... Vous vous rendez compte ? La liberté est en danger ! Certains ont même comparé cette affaire de Nantes à l'irruption armée des militaires dans le Parlement espagnol. Et tous de venir déclarer, le regard clair et la main sur le cœur, que jamais la télévision ne cédera au chantage de qui que ce soit désormais, et qu'elle continuerait à travailler « en toute indépendance ».

Pas de précédents à l'affaire de Nantes ? Et quand Le Pen exige la modification d'une émission ! Et quand les parachutistes menacent une chaîne parce qu'elle a programmé un film d'Yves Boisset ! Et quand le Parti communiste fait pression pour que l'affaire Manouchian ne soit pas évoquée sur le petit écran ! Il est vrai que tous ces gens-là ne sont pas de vulgaires repris de justice...

Et les anarchistes ? Que doit-on faire pour avoir un jour la possibilité d'exprimer nos propositions sociales dans la petite lucarne ?

Le boulanger et les miettes

La dette est un phénomène économique mondial de ces dernières années. Les Etats-Unis depuis deux ans, la France depuis quatre, prévoient des budgets déficitaires ; il en est de même pour les pays de l'Est. Quant au tiers monde, le phénomène est plus ancien, et bien souvent les capitaux étrangers sont venus avec la décolonisation sous le nom d'« aide » au développement.

La dette du tiers monde s'est multipliée par sept durant les années 70 ; on peut maintenant l'estimer à près de mille milliards de dollars. Tous les économistes s'accordent pour dire qu'il s'agit d'un des problèmes les plus préoccupants pour l'avenir ; concernant certains pays, on parle même de surendettement. En effet, depuis 1975, plus de la moitié des emprunts contractés par des pays en voie de développement ont été destinés aux paiements de intérêts et à l'amortissement de leurs dettes.

La situation est grave, l'endettement pose des problèmes croissants, les banques visent bien entendu à récupérer leurs intérêts, les Etats-Unis à s'occuper de leurs protégés et dans ce contexte d'insolvabilité de certains pays, le secrétaire américain au Trésor, James Baker, a proposé un plan, qui a été approuvé par les banques.

En quelque sorte, la machine est grippée et il faut la faire s'emballer quelques temps afin qu'elle fonctionne sagement. Telle semble avoir été la réflexion de Baker qui propose en fait d'accroître de vingt milliards de dollars les crédits supplémentaires pour quinze pays « surendettés ». On peut aussi interpréter qu'il s'agira d'un

accroissement de la dette... Cela doit se faire, préconise-t-il, grâce à un renforcement de l'action de la Banque mondiale en étroite collaboration avec le F.M.I.

Dix des quinze pays sont latino-américains. Il faut savoir que les achats de l'Amérique latine aux pays industriels ont baissé de moitié entre 1982 et 1983. Pour pouvoir payer leurs dettes, ces pays ont dû diminuer très fortement leurs importations, faute de pouvoir les payer ; voilà qui ne fait pas marcher le commerce ! La dette de la région est actuellement estimée à 370 milliards de dollars.

Le président de la Banque mondiale, Alden Clarsen, appuie bien sûr le plan Baker et il a, d'ores et déjà, promis à l'Argentine de financer pour trois millions de dollars de projets dans les prochaines années. Mais il est pour le moins flagrant qu'il ne s'agit pas d'altruisme : cette aide est tout à fait intéressée, le mot « investissement » serait même peut-être plus approprié. En effet, la Banque mondiale et le F.M.I. posent des conditions, imposent des réformes économiques, une politique en faveur du secteur privé. On a déjà vu une baisse de 20% du pouvoir d'achat en Argentine pour cette année, et l'on attend des milliers de licenciements...

Il s'agit là, en fait, d'une politique volontariste fondée sur des présupposés d'avantage intéressés que scientifiques, dont les conséquences économiques à moyen terme ne sont pas vraiment prévues. En revanche, on peut être sûr qu'à court terme les conséquences sociales seront terribles.

LE FURET

en bref...en bref...

• PA'DAK, collectif d'associations tiers-mondistes, organise à Paris au 14, rue de Nanteuil (15^e), un réveillon anti-Paris/Dakar le 31 décembre à partir de 20 h. Ce réveillon militant sera organisé avec des groupes français et africains qui assureront la partie musicale. Bouffe, danse, etc.

• Tangi Louarn et Y.-E. Haspot, deux militants bretons, ont entamé une grève de la faim pour essayer de porter sur la place publique les difficultés que rencontrent les écoles Diwan (écoles en langue bretonne) se heurtant au blocage des pouvoirs publics. Pour contact : Kuzulk ar Brezhoneg 22000 Saint-Brieuc.

• Le Groupe d'information asiles (G.I.A.) lance une campagne contre la future mise en place d'une réforme visant à autoriser les mises en placement volontaire en psychiatrie avec une facilité accrue et pour des raisons encore plus vagues qu'auparavant. Pour contacter le G.I.A. : 158, rue Legendre, 75017 Paris. Le G.I.A. tient des permanences tous les premiers vendredis du mois, de 19 h à 23 h.

Après quatre ans de rédaction en région parisienne, « Liberecana Ligilo » (organe de la fraction libertaire de S.A.T.) émigre en Suède. Le numéro qui vient de sortir contient, entre autres, des commentaires sur la vie politique en Hollande, Argentine, Suède, Pologne, Portugal, France. « Liberecana Ligilo », c/o Radio Esperanto, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

La grève du 20 décembre

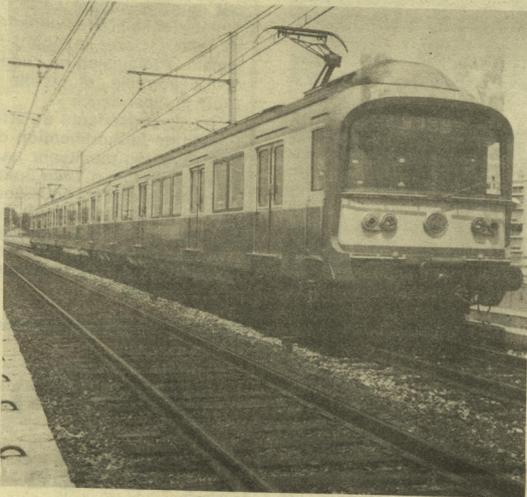
Tout a commencé le 27 novembre 1984 en gare de Torcy, dans la banlieue parisienne, sur la ligne A du R.E.R. René Chabaud, quinze ans de métier, conduit sa rame, il quitte la station après avoir vérifié la fermeture des portes. Le « ding » a retenti et rien n'était visible à l'écran télé situé sur le quai.

Pourtant, de retour à Torcy, en reprenant la ligne dans l'autre sens il apprend qu'un homme est mort à cause de son train. Il n'y a plus de chef

de train pour voir et contrôler ce qui se passe sur le quai ; une main, un pied peuvent très bien se trouver coincés entre les bourrelets des portes des nouveaux trains et le « ding » retentir quand même dans la cabine du conducteur...

La première fois depuis 1938

Les accidents sont fréquents, et ce 27 novembre 1984, il y a eu un mort.



Les consignes de sécurité ayant été respectées pour quoi, jeudi 19 décembre, René Chabaud a-t-il été condamné à six mois de prison avec sursis et 3 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Meaux ? C'est en fait la première condamnation d'un conducteur depuis 1938 ! N'importe quel conducteur de métro, de R.E.R., de train, peut désormais être condamné pour homicide volontaire. Alors que tout a été fait pour que l'électronique supplée et remplace la présence humaine, quand il faut un coupable on se retourne vers celui qui, au milieu de toute cette technicité, fait figure de « lampiste ».

Partie de la ligne A du R.E.R., la grève « sauvage » du 20 décembre s'est rapidement propagée dans la matinée à tout le réseau R.E.R., puis au métro et à quelques lignes de bus. La presse nationale a donné un large écho à cette grève qui a bloqué la région parisienne pendant toute une journée.

Réaction viscérale face à une attaque contre l'un des leurs, les conducteurs des métros, R.E.R. et bus ont montré qu'ils pouvaient en dehors de tout contrôle syndical déclencher un vaste mouvement de grève. Mais pour aller du corporatisme vers où ?

Syndicats et honneur

Le conducteur de la R.A.T.P./R.E.R. était membre de la C.F.D.T., mais à notre connaissance ce n'est pas cette centrale, ni une autre, qui a appelé à la grève. Ce sont néanmoins les syndicats (autonomes, C.G.T. et

C.F.D.T.) qui ont appelé à la reprise du travail...

Les syndicats avaient obtenu une réunion avec Michel Rousselot, directeur général de la R.A.T.P., pour discuter des problèmes de la sécurité sur l'ensemble du réseau et du problème du conducteur.

La R.A.T.P., en effet, alors qu'elle reconnaît la non-culpabilité de celui-ci lui a infligé une sanction administrative sous forme d'« avertissement » !

Mais, face à la pénalisation d'un individu, à l'atteinte à l'honneur d'une corporation, les syndicats peuvent-ils rattraper le terrain perdu question sécurité ?

Avant, dans les métros parisiens, il y avait un conducteur et un chef de rame ; aujourd'hui, si on suit l'exemple de Lille, faut-il encore un conducteur ?

Cette grève du 20 décembre dans les transports parisiens a été révélatrice d'un ras-le-bol mobilisateur, mais en 1986 n'y aura-t-il toujours qu'un petit écran télé pour surveiller un quai de 225 mètres de long et, face à son tableau de bord, un homme seul ?

Pour que cette journée de grève porte ses fruits, il faudrait que la politique d'économie de la R.A.T.P., comme celle de la S.N.C.F., soit inversée. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. comme les autonomes, coincés entre le corporatisme, la direction de la R.A.T.P. et les usagers, n'ont pas l'espoir de voir rapidement le bout du tunnel. La modernisation ne prévoit pas d'embauche de matériel humain...

F. BERNARD

EXPULSION MUSCLÉE

S.E.V.-Nanterre

Le patronat, dont des éléments incontrôlés du C.N.P.F. trouvent Gattaz trop à gauche, veut vite retrouver dans les faits le droit « divin » du XIX^e siècle où il pouvait user à sa guise des machines et des hommes. Là où ce n'est plus rentable : on ferme ou on déplace, et le matériel humain doit suivre ou faire place nette !

C'est le cas à Issy-les-Moulineaux, dans les Hauts-de-

Seine, où la direction de S.E.V.-Marchal, avec l'appui de la mairie R.P.R., veut soit transférer à Issoire en Auvergne, soit licencier les 956 salariés.

La production a pourtant augmenté de 4% l'an dernier, mais il est plus juteux pour la direction d'empocher le prix de la vente d'un terrain à bâtir aux portes de Paris !

Comme les travailleurs mettaient des bâtons dans les roues

en empêchant l'été dernier le déménagement, la direction de S.E.V. a mis le paquet avant la trêve des confiseurs. Des individus armés de manches de pioche et de gaz lacrymogène ont expulsé les travailleurs qui occupaient l'usine, les poursuivant jusque dans les rues voisines. Tout cela devant l'œil placide de la police.

La C.G.T., majoritaire dans l'usine, dénonçait dans un tract le fait qu'« un commando de nervis a exercé sa violence au grand jour à la demande d'un patron, sous la protection de la police et du préfet des Hauts-de-Seine ».

Quand ça se passait sous Giscard, la gauche bien-pensante soutenait les ouvriers qui s'opposaient aux restructurations patronales ! Maintenant : place à la modernité !

J.M.

Les préjudices de S.K.F.

On se souvient en mai dernier des incidents provoqués autour de l'occupation de l'entreprise S.K.F. à Ivry. La direction du P.C., à travers la C.G.T., avait voulu faire la démonstration qu'un retour à la stratégie « classe contre classe » était possible quand elle le voulait et où elle le voulait. Nous ne reviendrons pas sur les implications de cette conception politique et nous nous bornerons à rappeler les faits.

Une entreprise en grève, une occupation avec le soutien de la population d'Ivry, tout cela avait un parfum de 1936 qui gommait pas mal les divergences que nous pouvions avoir (1), même si le P.C. était plus que lourdement présent.

Dernièrement, rebondissement de l'affaire : la direction de S.K.F. a assigné trois syndicats de la C.G.T. et deux anciens salariés de l'entreprise d'Ivry devant le tribunal de Créteil (Val-de-Marne).

S'en référant à la période de mars 1983 à mai 1985, elle réclame pour « préjudices directs résultant des dégradations commises lors de l'occupation de l'entreprise » 77 millions de francs de dommages et intérêts.

Un expert aurait même été demandé à l'initiative de S.K.F. pour déterminer dans cette somme ce qui incombe aux syndicats, aux deux ex-salariés et à l'Etat, « dont la responsabilité est engagée pour n'avoir pas fait donner plus tôt la force publique. »

De jolies querelles juridiques en perspective, et une jurisprudence qui grignoterait une fois de plus le droit de grève...

GÉRONIMO

(1) Des interventions en direct sur « Radio-Libertaire » et des articles dans le M.L. avaient couvert l'événement quand les C.R.S. évacuèrent l'usine occupée.

C.G.T. inflexible

Une fois de plus, la C.G.T. a tenu à faire descendre dans la rue ses troupes le 19 décembre pour manifester contre la flexibilité. Une fois de plus, il est évident que la décision n'a pas été prise à Montreuil mais plutôt quelque part entre Belleville et Jaurès...

On veut faire croire au syndicaliste de base que les « copains communistes » donnent un coup de main à la C.G.T., alors que celle-ci n'est au contraire que la caisse de résonance du P.C.

Il n'y a qu'à lire l'éditorial de l'« Humanité » du 20 décembre pour saisir la subtile progression : « (...) Les grèves, les manifestations à l'appel de la C.G.T. hier contre la flexibilité, marquent un ressaisissement prometteur face au pire, l'expression d'une résistance plus profonde qu'on ne croit. Quand le cortège parisien a rencontré aux Tuileries la délégation des députés communistes qui se sont battus à l'Assemblée contre la flexibilité, un cri a jailli : « Aux législatives, on s'trompera pas ! ».

Ah ! la spontanéité des masses retranscrite par la presse communiste, c'est quelque chose !

S'il est vrai que les forces de police sont de plus en plus présentes, que des banderoles C.F.D.T., voire F.O., se mêlent aux manifestations C.G.T. contre la flexibilité, sont-elles autre chose qu'une manifestation de ras-le-bol contre la politique gouvernementale ? Manifestation que l'on amène à ne voir qu'une solution : voter communiste en mars 1986 !

Alexis Pierre



Les deux Yvon. Des patrons « flexibles », dites-vous ?

1986 et le mouvement national corse

LE mouvement nationaliste corse affirme la volonté d'occupation de tous les terrains de luttes afin de chasser le colonialisme et de mettre en place l'« alternative ». Le contenu de l'alternative commence à être élaboré.

Le mouvement définit actuellement sa présence sur le plan institutionnel comme un choix stratégique et non comme une fin en soi. Le Muvimentu Corsu per l'Autodeterminazione (M.C.A.) a quitté plusieurs mois durant l'Assemblée corse en cours de mandat pour marquer son opposition à cette mascarade d'assemblée, l'U.P.C. autonomiste a engagé de son côté une rotation au sein de celle-ci des membres de sa liste.

Les contre-pouvoirs

Depuis deux ans, cette volonté d'occuper tous les terrains se traduit par la mise en place, sous l'impulsion des militants du M.C.A., d'organisations autonomes, solidaires et complémentaires, définies comme des contre-pouvoirs et regroupés sous le nom d'Unità Naziunalista.

Ces contre-pouvoirs sont le S.T.C. (syndicat des travailleurs corses), le S.C.I. (syndicat de l'enseignement), le S.C.A. (syndicat de l'agriculture) qui vient d'adhérer en toute autonomie au syndicat des travailleurs paysans (C.N.S.T.P.), le S.C.C.A. (syndicat des commerçants et des artisans, l'A.P.C. (association de parents), A.L.C. (association de lycéens), C.G.N.C. (assemblée de la jeunesse nationaliste corse), A Riscossa (association de soutien aux prisonniers politiques). Le M.C.A. est quant à lui la branche politique du mouvement, et le F.L.N.C. la branche armée.

Cette nouvelle conception de la lutte de libération nationale en Corse, avancée par le secteur le plus radical de la famille nationaliste, est en passe

d'entraîner les autres courants. La mise en place de l'ensemble des contre-pouvoirs, au cours de ces deux dernières années, est une réponse adaptée au caractère et aux besoins de la lutte de libération. La cohabitation au sein d'organisations obéissant à des structures, des attitudes et des préoccupations françaises, donc ne remettant pas en cause le colonialisme en Corse, n'était plus possible.

Après Broussard...

La multiplication des contre-pouvoirs, permettant une présence publique militante des nationalistes dans tous les secteurs, assure la vitalité du mouvement.

L'effet Broussard ne pouvait arrêter un peuple en lutte, même si les pisse-copies du parisianisme ont développé avec succès dans l'ensemble de l'opinion publique française la thèse policière de l'amalgame avec le milieu. Le F.L.N.C. a su mettre les pendules à l'heure en faisant le travail de nettoyage que n'avait jamais voulu ou osé faire la police en ce qui concerne la plus importante bande de truands, la bande du Volinco, qui aurait à son palmarès (sans poursuite judiciaire positive) une quinzaine d'assassinats.

Il est vrai que les barbouzes élyséens ne faisaient pas la fine bouche pour utiliser des membres du milieu contre les nationalistes; l'assassinat du militant du F.L.N.C. Guy Orsoni en fut l'épisode le plus marquant. Une nouvelle fois les « journaliers », derrière le cow-boy Broussard, avaient tenté de semer la confusion: le F.L.N.C. rackettant le milieu, Guy Orsoni avait payé, etc.

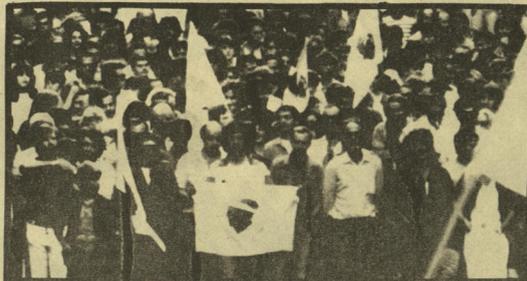
Il a fallu attendre le procès du commando de la prison d'Ajaccio pour voir poindre un début de vérité. Le procès de ces militants, qui eut lieu en juillet dernier à Lyon, fut en réalité malgré les obstacles juridico-

politiques le procès de l'affaire Orsoni. On vit, par exemple, Broussard reconnaître que l'on avait là des purs et que les tentatives d'amalgames avec le milieu s'étaient toutes révélées infructueuses.

La force des témoignages et des plaidoiries de la défense ont démonté avec réalisme le projet de l'Etat, déjà mis en place par Giscard: le groupe barbouzard Francia devait liquider les militants les plus gênants (rappelons-nous seule-

sité de mettre en place, pour doubler l'arsenal répressif, des garde-fous politiques bloquant l'avancée nationaliste.

Pour avoir des élus à la seconde Assemblée de Corse en août 1984, il fallait que chaque liste dépasse les 5%. Cette tentative d'écarter les gêneurs de l'inter-groupe, élus de faibles groupements mais coalisés pour faire débattre au sein de l'assemblée des thèmes corsistes, s'est soldée par l'entrée du M.C.A. dans l'assemblée.



ment l'affaire Bastelica-Fesch en 1980).

Depuis le début du mois de décembre, le F.N.L.C., après avoir prévenu par voie de presse et lettres particulières les pourvoyeurs de drogue en Corse, commence à s'attaquer directement aux trafiquants.

attitude de l'Etat

La thèse de la gangstérisation servant un plan répressif sans précédents n'a pas suffi à mettre par terre le mouvement nationaliste. Bien au contraire, les anciens détenus de la cour de sûreté de l'Etat sont aujourd'hui les animateurs de la lutte publique. L'apparition des contre-pouvoirs, le développement du M.C.A., l'affaiblissement de l'U.P.C. autonomiste « victime » des limites du statut particulier qu'elle appela de tous ses vœux, sont autant d'éléments qui font prendre conscience à l'Etat de la néces-

Sud. Une des seules façons d'obtenir des sièges pour chaque liste départementale, sur la base des 5% minimum, c'est de faire une union entre l'U.P.C. et le M.C.A.

« L'union »

L'union aurait été impossible il y a encore deux ans, puisqu'à l'époque Max Siméoni, tête de liste U.P.C., répondait à un journaliste qu'il n'était pas question d'envisager une quelconque alliance avec le M.C.A. peu représentatif et juvénile. Mais le recul permanent de l'U.P.C., en nombre et en dynamisme, coincé dans les ornières du statut particulier, l'amène aujourd'hui pour éviter de plus grands déboires à se ressaisir et à négocier depuis quelques mois un regroupement avec le Muvimentu Corsu per l'Autodeterminazione (M.C.A.).

Pour le M.C.A., il existe trois conditions fondamentales pour accepter cette union. Premièrement: la non-condamnation de la violence du F.L.N.C. Deuxièmement: appeler les militants de l'U.P.C. à rejoindre les contre-pouvoirs, en particulier les militants autonomistes ayant des responsabilités au sein de la C.F.D.T. Troisièmement: droit de regard réciproque des deux groupes sur leur travail à l'assemblée.

Il ne faut donc pas voir dans cette union seulement une alliance à but électoral, le fait de rejoindre les contre-pouvoirs est un pas vers une fusion possible à terme de l'U.P.C. et du M.C.A. Nous assisterions alors à une recomposition générale.

FRED ANTONI
(Ajaccio)

L'intox !

RÉCEMMENT un message de propagande est passé sur les antennes de télévision avec délicatesse... Bravo messieurs les Américains, quelle discrétion ! En effet, le téléfilm de Jack Gold, *Sakharov*, proposé dans le cadre des « Dossiers de l'écran », n'était pas très objectif. Sur le plan cinématographique, aucune critique à formuler: l'émotion est intacte tout au long de ce film relatant quelques années de vie du dissident russe, les acteurs Jason Robards (Sakharov) et Glenda Jackson (Elena Bonner) jouent à merveille leur rôle.

Mais au niveau de l'exactitude des faits doit-on être entièrement satisfait? Comment faire confiance aux Américains lorsqu'ils traitent un sujet tel que le problème russe? Au cours de la projection du film, on a pu remarquer que Sakharov avait le beau rôle. J. Gold le hisse sur la plus haute marche du podium par tous ses coups d'éclats. *Homme honnête, qui se bat sur tous les fronts, signe pétition sur pétition, mari rêvé, beau-père unique pour sa patience et sa douceur...*

Bref, le mot « fin » arrivant sur l'écran, beaucoup ont admiré Andreï Sakharov pour son courage de militant dans un pays si peu tolérant, puis l'ont plaint d'être un incompris dans ce même pays. Le but des Américains était alors atteint: une majorité de personnes allait une fois de plus protester contre les décisions du gouvernement d'U.R.S.S. Très bonne initiative, sauf quand on sait que ces protestations (même passives, qu'importe... l'important est de les sensibiliser de temps à autre pour qu'ils soient prêts à une quelconque manifestation) sont en faveur d'un homme pas si merveilleux qu'on a pu le faire croire. Les Américains ne se sont étrangement pas étendus sur ce sujet: Andreï Sakharov est avant tout l'inventeur de la bombe H, ce qui n'est pas négligeable.

Donc, si on analyse les deux périodes de sa vie, on peut dire qu'il a joué sur deux plans. C'est tellement réconfortant pour la conscience de militer pour sauver quelques dizaines de vies quand on travaille à la mort de millions d'individus innocents. De telles contradictions donnent à réfléchir sur le comportement bizarre de certains humains.

NADINE



LOIS DES 12 ET 18 JUILLET 1893, ET DU 28 JUILLET 1894

Les lois scélérates

DE tout temps, les idées anarchistes ont subi les mensonges, les contrevérités, les calomnies d'une presse bien-pensante, relayée en cela par tous les ennemis politiques (de droite et de gauche) des propositions sociales contenues dans le programme des anarchistes organisés.

Les anarchistes ont dû lutter et lutter encore pour que leurs théories ne soient pas reléguées au niveau du crime. Aujourd'hui, notre combat continue et passe par l'abrogation des lois scélérates.

Quelles sont ces lois ? Au nombre de trois, elles criminalisent l'anarchisme. La première, portant sur la presse, condamne la provocation indirecte, c'est-à-dire l'apologie de crimes. La deuxième porte sur l'association de malfaiteurs et réprime la simple entente à perpétrer un crime, même si l'acte n'a pas eu lieu. Comme si l'anarchisme avait pour rôle de perpétrer des crimes ou d'en faire l'apologie. La troisième vise directement les menées anarchistes et la propagande antimilitariste.

Lebourrier, qui avait crié : « Vive l'anarchisme, vive Ravachol, vive Vaillant, vive la révolution sociale ! », a été condamné au nom de l'apologie de crimes (janvier 1894). Le procès des Trente (août 1894) s'est ouvert sous les auspices de la simple entente et de l'association de malfaiteurs. Les dix-neuf théoriciens et militants anarchistes ont été acquittés, les deux concepts (entente et malfaiteurs) n'ayant pas été prouvés.

Ces lois ont été promulguées lors des années de la propagande par le fait. Lorsque nous nous penchons sur cette période, on peut la résumer à quatre actes terroristes marquants : Ravachol, Vaillant, Henry et Caserio. Cette période succède à la Commune de Paris (et à tous les massacres de communards). On assiste alors à une sorte de dictature puisque les travailleurs n'ont pas le droit de s'organiser, leur militantisme est clandestin. La misère est telle que la révolte individuelle, et donc ces attentats, peuvent s'expliquer.

D'ailleurs, à partir de 1895, un autre langage et une autre forme de lutte apparaissent, dans laquelle les militants anarchistes s'investissent, ce sont les Bourses du travail de Pelloutier.

Cependant l'illégalisme se perpétue jusque vers 1915 avec Bonnot. Les ennemis de l'anarchisme se servent encore de cet épisode pour justifier un anarchisme criminel. Bonnot doit encore sourire, comme il souriait déjà lorsque certains de ses acolytes essayaient de justifier leurs actes par des principes liés à la théorie anarchiste. Bonnot était un voleur et les principes anarchistes ne furent pas sa préoccupation première. Les « mal-intentionnés » ou les ignorants peuvent, seuls, continuer à prétendre que Bonnot était un anarchiste.

Abordons maintenant les débats parlementaires qui ont accompagné, à l'époque, le vote de ces lois. Les représentants du gouvernement n'avaient qu'une seule volonté : créer le délit d'anarchie, faire croire que l'anarchisme n'était pas un ensemble de propositions sociales.

breux groupes marxistes-léninistes qui pratiquent le terrorisme pour que le « brave peuple prenne conscience de son exploitation ». Cela explique que nous ne puissions approuver ce genre de propagande.

Alors, nous, anarchistes, qui sommes-nous ? Considérés

au pire comme criminels, au mieux comme de doux rêveurs, nous avons prouvé depuis de nombreuses années que nous ne sommes ni l'un ni l'autre. Force est de constater que l'ambiguïté et la contradiction existent en France. Radio-Libertaire a été l'interlocutrice de la Haute Autorité, de

T.D.F., du ministère de la Communication, et ainsi du gouvernement... en plus de descendre dans la rue pour sa reconnaissance. Et ces lois existaient !

Des anarchistes ont prouvé qu'ils étaient des interlocuteurs à prendre en compte dans les problèmes de la société et que, s'ils ne participaient pas au jeu gouvernemental, il faut compter avec eux. Ils existent, ils ont des propositions, on ne peut pas les bâillonner. Les œuvres de la Fédération anarchiste : *Le Monde libertaire hebdomadaire*, la librairie, la radio ont au-dessus d'elles la menace permanente de ces lois qui sont pour nous intolérables. L'anarchisme n'est pas un crime, la liberté d'expression, de la presse, doivent être les mêmes pour tous, y compris pour les anarchistes. Le respect, la vérité, les libertés, la justice passent par l'abrogation de ces lois scélérates. Nous demandons à tous de s'associer à la campagne que nous menons : « Non au lois qui criminalisent nos propositions sociales ! »

Gr. Malatesta



Le péril anarchiste dans les cauchemars de la bourgeoisie.

Ils invoquent la légitime défense pour la société. Il faut donc emprisonner les anarchistes, au risque de les voir continuer leur propagande. Leur peine terminée, il importe à l'Etat de les empêcher de reprendre une place dans la société, alors il y aura un article consacrant la relégation (article abrogé en juillet 1970). Pour parachever cette œuvre, le gouvernement interdit la publication des débats dans la presse lors des procès, de peur qu'il y ait un retentissement dans la population.

Mais voilà que l'opposition légale socialiste prend peur : ces lois ne pourraient-elles pas, un jour, lui être appliquées ? Alors les représentants élus par le peuple définissent le crime. « Le socialisme est un ordre social auquel on accède par les moyens légaux ». « L'anarchisme, c'est un crime défini ainsi : plus de propriété, plus de capital, plus de patrie, plus de frontières, guerre à toute autorité ». Là, les grandes lignes de l'anarchisme sont considérées comme criminelles, alors qu'au départ le crime relevait en fait d'actes de droit commun : vol, incendie, meurtre. C'est le rôle de la troisième loi !

Bien sûr, le contexte où furent votées ces lois est, pour nous, plus facile à analyser avec le recul. Militants de la Fédération anarchiste, nous ne défendons pas le genre de propagande adopté par Ravachol, Vaillant, Caserio, même si nous pouvons expliquer ce choix. L'anarchisme est une proposition sociale, c'est-à-dire : gestion de la société par d'autres moyens que l'Etat, où chacun est concerné et ne se démet pas de ses pouvoirs. L'anarchisme n'étant pas pour la prise d'un quelconque pouvoir, contrairement à de nom-

MARDI 10 décembre, à 8 h du matin, une dizaine de membres du comité de soutien au insoumis, attendent Christian Frigoult pour sa libération. Première surprise : nous apprenons que Christian est entre les mains de la gendarmerie qui est venue le chercher à l'intérieur même de la prison dès 7 h du matin.

Aussitôt, nous téléphonons à la gendarmerie pour demander des explications qu'on refuse de nous fournir. Nous finissons pas apprendre que l'armée a de nouveau présenté l'uniforme à Christian, que celui-ci a évidemment refusé, d'où une nouvelle inculpation pour refus d'obéissance.

Deuxième surprise : nous nous sommes rendus chez le procureur qui nous apprend que c'est lui-même qui a demandé à la gendarmerie d'aller chercher Christian à la prison pour éviter des « troubles de l'ordre public » (!)

Ce même mardi, Christian passe devant le tribunal de Rennes en saisine directe ; Christian n'a pu prévenir ses avocats, la justice délègue d'office une avocate qui ne voit Christian que cinq minutes avant le procès. Christian, devant les juges et le procureur, se défend comme un beau diable et refuse obstinément d'être jugé. Il réclame sa libération immédiate. L'avocate commise d'office s'embrouille, elle ne connaît ni le dossier, ni la procédure, ni les faits reprochés, elle se contente de demander timidement une mise en liberté conditionnelle.

En moins d'un quart d'heure, les juges statuent. « Mais qu'est-ce qu'on va faire de cet insoumis qui refuse de se plier devant l'armée et la justice, qui après 7 mois d'emprisonnement n'a pas dévié de ses convictions d'un pouce ? » Verdict : Christian repassera en procès le 14 janvier 1986. En attendant, il est libre. C'est en partie gagné, pensons-nous.

Cruelle déception ! Christian ressort du tribunal encadré par quatre gendarmes qui le conduisent immédiatement à la caserne Foch de Rennes, où il est aussitôt mis aux arrêts de rigueur pour 20 jours reconductibles.

Nous ne comprenons plus rien. D'un côté la justice remet Christian en liberté, de l'autre l'armée l'enferme aussitôt. Deux poids, deux mesures ? logique absurde des militaires ! Depuis la suppression des T.P.F.A., on aurait pu penser que les réfractaires à l'armée réussiraient un peu mieux à échapper aux griffes de celle-ci. Il n'en est rien, loin s'en faut. Ne nous leurrons pas, le pouvoir socialiste n'a pas voulu toucher aux privilèges ni au pouvoir de l'armée. Bien au contraire, les décisions de la justice civile restent peu face à la logique implacable de l'armée.

Le comité de soutien de Rennes s'organise aussitôt et décide de passer à l'action. Samedi 14 décembre, une cinquantaine de personnes se présentent devant la caserne où est incarcéré Christian. Nous exigeons de rencontrer le responsable de la

caserne Foch. Rien à faire, il est en week-end, lui, tranquille dans sa maison de campagne. Aussi nous décidons de nous installer devant la caserne dont nous bloquons l'entrée. Pendant tout l'après-midi, personne ne peut entrer ou sortir de la caserne ; le standard est bloqué. Tout d'abord courtois et ne se sentant pas responsables de l'incarcération de Christian, les militaires finissent par s'énerver, ils nous promettent un rendez-vous avec un colonel pour lundi 16 décembre, entre-temps ils exhibent devant nous leurs matraques et font prendre l'air à leurs bergers allemands.

Nous levons le sit-in à la nuit tombée, promettant aux militaires de revenir régulièrement et de durcir nos actions. Nous avons appris que Christian a entamé une grève de la faim. Le soutien que nous devons apporter à Christian est d'autant plus important que Christian est totalement isolé, aussi ne l'abandonnons pas.

Nous devons exiger sa libération immédiate ainsi que l'arrêt de toutes les poursuites, en téléphonant à la caserne Foch en demandant le colonel Morvan (tél. : 99.50.55.71, poste 24.02).

Gr. de Rennes

Au moment de boucler ce numéro, nous apprenons que Christian Frigoult vient d'être libéré, réformé définitivement. Nous y reviendrons évidemment la semaine prochaine. (N.d.R.)

DOSSIER TIERS MONDE

LES causes de pénurie chronique, de cette famine qui reste à l'état endémique, tiennent davantage à des politiques agricoles pour le moins contestables qu'à des causes naturelles (catastrophes).

Cette déficience dans le domaine de la production alimentaire (et dans celui de la distribution !) est souvent la conséquence d'une répartition pro-

fondément inégalitaire des surfaces cultivables. Les oligarchies du Brésil, du Venezuela comme les transnationales en sont tout naturellement — historiquement, devrait-on dire — les causes.

René Dumont aborde dans cet article les exemples du Brésil et des Philippines. Agronome de la faim, spécialiste des problèmes agricoles du

tiers monde, auteur de nombreux livres (*Le Mal-développement en Amérique latine, Bangladesh-Népal, L'Aide contre le développement, Albanie, Pologne, Nicaragua : finis les lendemains qui chantent, etc.*), René Dumont est tout qualifié pour le faire. Nous l'en remercions fraternellement.

HERVÉ



Paysannerie, féodalisme et multinationales

LA notion de tiers monde recouvre une infinité de situations particulières très différentes, avec cependant assez de points communs. Elle caractérise les pays qui n'ont pas été développés, et dont l'écart de revenus avec les pays riches ne cesse de croître. La moyenne du revenu des nations les plus riches, en 1700, était à peine le double de celle des nations les plus pauvres. Aujourd'hui, l'écart est de cent à un et il ne cesse de croître, à part quelques exceptions comme Taïwan et la Corée du Sud.

Brésil : la croissance étranglée

Prenons un pays comme le Brésil, seize fois plus grand, mais deux fois et demi plus peuplé que la France. Il recèle d'énormes potentialités agricoles, des terres en moyenne assez fertiles et arrosées. Et pourtant, le quart de la population au moins souffre durement de la faim. Et ce pays se trouve en totale faillite financière.

Quand, en 1964, un gouvernement populiste a voulu entreprendre une réforme agraire très modérée, limitée aux abords des axes routiers et ferroviaires, les grands propriétaires ont poussé les militaires à prendre le pouvoir. Ce qui permettait d'éliminer, entre autres, des syndicats paysans qui se renforçaient. Après quelques années de croissance rapide (mais qui ne profitait pas à tous, loin de là), on a abouti à l'étranglement d'une croissance qui se fondait sur l'endettement et qui s'occupait seulement de satisfaire des besoins solvables, ceux des riches.

Car les grands propriétaires possèdent et stérilisent encore largement plus de la moitié des terres de ce pays. Soit qu'ils laissent en friche en attendant une plus-value foncière, résultant surtout des travaux d'infrastructure. Soit qu'ils les sous-utilisent en mauvaises prairies naturelles. Ils entourent de vastes parcelles (des centaines sinon des milliers d'hectares) de trois ou quatre lignes de fil de fer barbelé tenu par des poteaux de bois. Et, ils y lâchent un bétail à viande, en quasi liberté, d'où très peu de travail (un homme pour 900 à 1 000 hectares) et très peu de production (15 à 20 kgs de viande poids vif par hectare et par an).

La bonne moitié de ces « pacages » sont labourables et il suffirait de le faire et d'y semer en maïs, ou autre céréale, pour y produire de deux à trois tonnes de grains par hectare. De petits agriculteurs pour-

raient décupler, et le niveau de l'emploi, et le niveau de production. Il faudrait commencer par une redistribution de ces latifundia extensifs. C'était bien le programme de la Nouvelle République qui a pris en 1985 un pouvoir abandonné par les militaires, une fois que ceux-ci durent reconnaître leur totale incapacité économique.

Au printemps 1985, le président Sarney a fait préparer un projet de réforme agraire qui était étudié depuis de nombreuses années, même sous le règne des militaires. Le premier projet, assez radical, déclencha l'opposition des proprié-

terres, sont endettés car il n'y a pas eu de réforme agraire...

Féodalité et réforme agraire

Là interviennent les multinationales, comme Volkswagen, qui réalisent exactement une contre-réforme agraire. Elles n'ont le droit d'exporter qu'une partie de leurs bénéfices, et grâce aux bas salaires, ceux-ci sont copieux. Ainsi Volkswagen a-t-elle réinvesti sous forme d'achats de terres, soit 140 000 hectares de pacages à viande aux lisières de la forêt amazo-

avocats progressistes sont « signalés » aux mercenaires... une quarantaine d'entre eux trouveraient la mort chaque mois. C'est ce qu'on appelle sans doute le libéralisme économique transféré dans l'ordre politique.

Les multinationales ont développé dans toute l'Amérique latine (et ailleurs) un modèle de consommation inspiré de celui des pays riches. Un paysan pauvre qui boit un ou deux Coca-Cola n'a de ce seul fait plus assez d'argent pour nourrir correctement sa famille, remplaçant le classique maïs-haricot (ou riz-haricot) par des chips. Il paie la calorie, l'unité d'aliment, dix à vingt fois plus cher ! Et la mère qui cesse l'allaitement au sein pour le lait en poudre n'a souvent pas assez d'argent pour en mettre la quantité prescrite. Sur-tout quand elle ne trouve que des laits maternés, bien plus chers. De plus tout le monde n'est pas équipé pour faire bouillir l'eau stériliser le biberon (d'où élévation de la mortalité infantile).

Au Philippines, comme en Amérique latine, on souffre de l'héritage de la colonisation espagnole, avec les latifundia féodaux. Le gouvernement, dans l'île de Mindanao, expulsa tout simplement les paysans des terres qu'ils ont mis en valeur, sans indemnités, pour les céder gratuitement aux multinationales étrangères, comme Del Monte, qui possède des dizaines de milliers d'hectares d'ananas pour alimenter ses conserveries. Cette entreprise était implantée auparavant dans les îles Hawaï, mais aux Philippines, les salaires des ouvriers agricoles sont (environ) deux fois moins élevés.

L'économie au service des nantis

Si la malnutrition se généralise et si la faim augmente aujourd'hui dans le tiers monde, ce n'est pas seulement à cause des sécheresses ou des inondations. Certes l'explosion démographique joue un grand rôle. Mais le principale responsable de cet état de fait est essentiellement les structures économiques. Le nombre de paysans sans terre s'accroît, « réfugiés » dans les villes, ils se retrouvent dans des bidonvilles et le plus souvent privés de travail.

Ce dont manque le tiers monde, c'est qu'on ne permet pas à la population pauvre de produire en la privant tout à la fois du droit à la terre et du droit au travail. C'est ce qui permet aussi de mieux définir les luttes à mener.

RENÉ DUMONT

comment ? qu'apprends-je ?
qu'il y en a qui s'enrichissent
pendant que d'autres s'appauvrissent ?



res féodaux qui n'ont pas perdu toute leur influence. On prépare maintenant un projet d'autant plus modéré que le président Sarney, m'a-t-on dit, posséderai lui-même trois cent mille hectares de terres dans le Ceara.

L'obstacle féodal se retrouve dans le domaine financier. Etranglée par sa dette, le Brésil ne finance plus que les cultures d'exportation. Aussi, les agriculteurs reçoivent des crédits pour produire du soja qui vient, par le port de Lorient, nourrir les porcs bretons, ou bien par Rotterdam pour la Hollande. Qui veut dans le Sud du pays produire du haricot noir ? Le « feijao preto », base de l'alimentation des classes populaires, n'a droit à aucun crédit. Et la majorité de ces paysans, à l'étroit sur leurs trop petites

nienne. Et d'autres sociétés ont suivi. Une partie de ces terres avait été défrichée et mise en valeur par les paysans que la sécheresse et la perte de leurs terres avaient chassé du Nordeste, semi aride et surpeuplé.

Beaucoup de ces « posseiros » n'ont pas fait les formalités nécessaires pour obtenir un titre de propriété auquel la mise en valeur leur donne légalement droit. En face d'eux, les multinationales et les grands propriétaires disposent des services de « grileiros » dont l'activité essentielle — et quasi reconnue — est la fabrication de faux titres de propriété. Justice et police peuvent être souvent achetées. En revanche, des avocats se mettent gratuitement au service des syndicats paysans. Secrétaires de syndicats et

L'Amérique centrale face à l'impérialisme américain

L'ISTHME centre-américain traverse depuis plusieurs années la plus grave crise de son histoire. Morcelée en minuscules pays au gré des intérêts américains, la région est secouée par de terribles combats tant idéologiques que militaires.

Ce sont les soviétiques qui...

Pour la Maison Blanche, les conflits actuels ont une raison d'être très simple. Ils sont la résultante du conflit Est-Ouest, ni plus ni moins. Les insurrections populaires sont le fruit de la contagion communiste. Cette zone court donc un très grand danger : celui de l'ascension dans le camp de l'ennemi de toujours. Les partisans de Reagan ont donc, comme on le constate, choisi de privilégier la vision manichéenne des choses pour mieux camoufler les racines économiques et sociales des luttes populaires.

La définition de la sécurité nationale américaine est au centre de la controverse sur leurs intérêts dans cette partie du monde. Washington confond hégémonie et sécurité nationale.

Intérêts économiques et surtout stratégiques

Le développement économique de cette partie du monde fut toujours dicté par les multinationales. L'aide officielle nord-américaine et les institutions financières internationales ont renforcé sa dépendance envers les Etats-Unis. Après l'époque des colorants naturels, du café, de la banane, du coton, la production s'oriente depuis les années 70 vers une voie non traditionnelle : agro-alimentaire, bétail, tourisme...

L'importance stratégique est déterminante pour la Maison Blanche. Selon l'étude de l'Institut for Policy Studies de Washington : en temps de paix, 44% du trafic maritime et 45% du total des livraisons pétrolières passent par les Caraïbes. Des produits d'un importance stratégique : 85% de la bauxite, ainsi que 75% du pétrole raffiné y transitent également. La possibilité de disposer de ces minerais constitue donc un atout important en cas de conflit. Des responsables insistent aussi sur le fait qu'en cas de guerre en Europe, les troupes américaines doivent obligatoirement traverser cette région.

Le 17 février 1981, le secrétaire d'Etat Alexandre Haig présentait sans nuance la nature et les enjeux du conflit au San Salvador : « Une campagne internationale bien orchestrée visant à transformer les problèmes internes du Salvador en une confrontation de plus en plus internationalisée. Avec la coordination cubaine, le bloc soviétique, le Vietnam, l'Ethiopie et les Arabes radicaux fournissent au moins plusieurs centaines de tonnes d'équipement militaire aux insurgés de gauche du Salvador. »

La politique américaine

L'attitude de Washington a toujours eu une constante : l'impérialisme et l'imposition de régimes dociles pour y maintenir ses intérêts. De 1954 à la fin des années 60, la présence américaine s'est orientée vers la contre-insurrection. Le Guatemala fut ainsi transformé en laboratoire de la lutte antiguerilla. Les années 70 ont été marquées par une diminution de la présence des Etats-Unis. Les mouvements d'opposition semblaient alors éteints. Si bien que la Maison Blanche fut relativement surprise de la résurgence des conflits armés.

Contadora. Cette politique aventureuse se heurte à une opposition au sein du Congrès. Mais si les parlementaires fixent certaines limites : nombre de conseillers au Salvador, montant de l'aide aux antisandinistes, celles-ci sont contournées par un pays tiers ou les aides privées.

Parallèlement aux tentatives de démocratisation (soutien au président du Salvador), les Etats-Unis ont comme impératif d'enraciner ces gouvernements dans un cadre juridique et constitutionnel qui se situe au sein des notions internationales afin d'éviter les pressions diplomatiques

pes latino-américaines aux techniques de la contre-insurrection. Dans les années à venir, il est prévu la construction d'une nouvelle base navale pour compléter l'infrastructure déjà en place : aéroports, routes, pièges à chars... Plusieurs de ces réalisations ont été construites à l'insu du parlement hondurien ou en violation de la Constitution de ce pays.

Le Salvador se taille la plus grande part de l'aide américaine pour ce qui est des cinq dernières années. Cette assistance comprend l'appui logistique avec les conseillers américains et israéliens, des activités de renseignement assurées par quelques cent cinquante agents de la C.I.A., l'entraînement de plusieurs milliers de soldats à Fort Bragg en Caroline du Nord et au Honduras. Sans ce soutien vital, l'armée salvadorienne ne pourrait en aucun cas soutenir les assauts de l'opposition armée. Selon un rapport déposé par trois membres du Congrès américain, l'aide accordée au Salvador au cours de ces dernières années a « servi à promouvoir une solution militaire à la guerre civile plus qu'au développement économique et social du pays ».

L'invasion du Nicaragua

« Big Pine 1 » : cette manœuvre fut intitulée « Défense du Honduras contre une attaque éventuelle d'une armée communiste ».

« Big Pine 2 », d'août 1983 à février 1984 : la plus longue manœuvre jusqu'à ce jour, qui comprenait l'entraînement des forces honduriennes et l'amélioration de l'infrastructure du Honduras.

« Ocean Ventura 84 » : dans l'île porto-ricaine de Vieques, plus de trente mille soldats américains, un porte-avions et plus de deux cents cinquante avions répétèrent l'occupation d'un pays d'Amérique centrale ».

« Big Pine 3 » débuta en avril 1985. Elle permit, selon le commandant en chef du contingent américain, d'entraîner des troupes qui pourront se rendre dans tout pays venant à le demander ».

La liste des exercices s'allonge, les manœuvres deviennent un phénomène permanent. Leur but est multiple : transformer le Honduras en bastion ; améliorer l'opérationnalité des forces alliées ; faire pression sur Managua et la guérilla salvadorienne ; préparer une éventuelle invasion du Nicaragua ou du Salvador. Au cours de l'opération « Ocean Ventura 84 », les participants aux manœuvres avaient répété l'invasion de l'île de la Grenade.

Comme nous pouvons le constater, les experts américains s'impliquent de plus en plus dans les conflits locaux, du simple renseignement aux minages des ports nicaraguayens, les avions de reconnaissance fournissent aussi de précieux renseignements sur le déplacement du F.M.L.N. Selon C.B.S.-News, des hélicoptères américains



auraient transportés fin 1983 des troupes honduriennes lors d'une opération contre la guérilla du Salvador. La base américaine d'Aguacate, au Honduras, sert de centre d'approvisionnement aux antisandinistes.

Bien que tout soit prêt militairement pour une invasion du Nicaragua, cette décision semble exclue tant que Reagan dispose d'autres atouts. L'invasion de ce pays n'est pas considérée, alors que ce fut le cas pour l'île de la Grenade, comme une promenade de santé, par les responsables américains.

Présence soviétique et cubaine

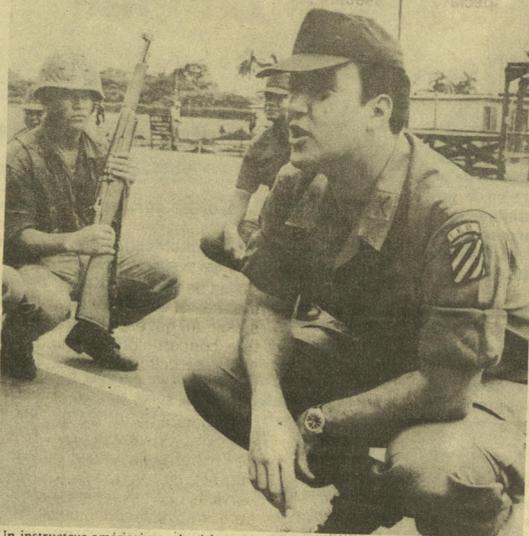
Les Soviétiques sont apparus pour la première fois dans cette région du monde en 1981. Les sandinistes désiraient acquérir un équipement militaire pour faire face aux agressions extérieures. Face à la réticence de l'Europe occidentale, Managua fut poussé dans les bras de Moscou. L'U.R.S.S. est ainsi le principal fournisseur d'armes du Nicaragua : chars, hélicoptères, missiles, etc. Armé essentiellement par le bloc de l'Est, ce pays cherche tout de même à diversifier ses acquisitions.

La politique soviétique est avant tout prudente. Néanmoins, elle est prête à entretenir des foyers de tensions ou à installer de nouvelles bases afin de menacer le territoire américain. Malgré les livraisons d'armes, la présence de quelques deux cents conseillers militaires soviétiques et bulgares (1), les accords de coopération économique, il s'avère que c'est uniquement sur le plan politique que Moscou soutient Managua. Les sandinistes savent pertinemment qu'ils ne recevraient aucune aide en cas d'invasion américaine.

Pris en tenaille entre les intérêts des grands blocs, les peuples d'Amérique centrale ont un long chemin à parcourir jusqu'à leur libération. Au moment de l'offensive décisive de l'impérialisme américain pour se débarrasser, une fois pour toutes, des mouvements populaires, nous ne serons jamais trop nombreux pour exiger le retrait de toute aide aux gouvernements réactionnaires.

JEAN-CLAUDE (Gr. Kropotkine)

(1) Selon le Pentagone.



Un instructeur américain en Amérique centrale.

Quelques mois avant l'arrivée de Reagan au pouvoir, un groupe d'analystes conservateurs formulait la politique à venir : « Il ne suffit pas de contenir l'U.R.S.S. La détente est morte. L'Amérique latine et le sud de l'Asie sont le théâtre d'engagement de la Troisième Guerre mondiale. L'idée erronée selon laquelle on peut facilement introduire et imposer comme alternative aux gouvernements autoritaires un style démocratique semblable à celui des Etats-Unis, tout comme il ne faut pas croire que le changement en soi est indiscutable, souhaitable et conforme aux intérêts des Etats-Unis. Cette croyance a conduit l'administration Carter à participer au renversement de gouvernements autoritaires non communistes, tout en restant passif face à l'expansion communiste. »

Le but de Reagan est de refouler la menace révolutionnaire. Pour cela, il n'a pas hésité à rétablir les liens avec le Guatemala, après le « remplacement » de Rioss Montt par une direction plus conforme que se font les Etats-Unis d'une démocratie nationaliste. Il refuse toute véritable négociation avec le F.M.L.N. salvadorien, avec Managua et sabote les efforts de paix du groupe de

aux, le soutien international aux guérillas et les dénonciations de l'opinion mondiale.

Présence militaire américaine

L'uniforme américain est partie prenante du paysage d'Amérique centrale. Jusqu'à la fin des années 70, sa présence fut concentrée dans la zone du canal de Panama. La révolution sandiniste marqua un virage dans la politique nord-américaine qui perdit ainsi son allié le plus sûr. Redoutant l'expansion révolutionnaire, la militarisation de toute l'Amérique centrale fut décrétée.

L'aide militaire (armement et encadrement) fit un bond record en 1982 et 1983, et dépassa celle des trois décennies précédentes (289 millions de dollars en 1982 et 1983 contre 245 millions de 1950 à 1981). Douze mille soldats américains stationnent dans les sept pays de l'isthme et six mille dans les Caraïbes. Une vingtaine de navires dont un porte-avions sillonnent les côtes du Salvador et du Nicaragua.

Le centre d'entraînement militaire de Puerto Castilla au Honduras devient une base permanente pour former les trou-

BELGIQUE

Qui sont les C.C.C. ? A quoi servent-elles ?

QUAND le « Monde libertaire » a publié la semaine dernière un ensemble de documents concernant l'arrestation de deux anarchistes belges soupçonnés de participation aux activités des C.C.C., nous ignorions encore le « coup de filet » que la police belge allait opérer quelques jours plus tard, arrêtant trois personnes qu'elle considère comme le « noyau dirigeant » des Cellules communistes combattantes.

Il nous a alors paru particulièrement intéressant, dans le cadre de l'analyse du phénomène des C.C.C. et de son rôle politique dans la Belgique actuelle, de publier de larges extraits de l'interview qu'un journaliste du journal belge « Morgen », Walter De Bock, a accordé à « Alternative libertaire ». Ce journaliste présente en effet une analyse particulièrement audacieuse et non dénuée d'arguments solides.

— *Alternative libertaire* : Il y a, au sein des corps de l'Etat, un noyau dur — pro-américain — dont l'ambition a toujours été de renforcer le système policier par son unification. Jusqu'à ces derniers mois, ce dessein centralisateur — effectué au seul profit de la gendarmerie — s'est trouvé en partie bloqué.

A la lumière de l'affaire du Brabant wallon et des actions violentes menées par les C.C.C., est-on entré dans une nouvelle phase de ce processus ?

— Walter De Bock : Il y a un mois à peine, un fait d'une importance extrême a eu lieu, qui, malheureusement, est passé à peu près inaperçu : la décision du gouvernement démissionnaire — prise le 20 novembre dans le cadre des affaires courantes — d'engager l'armée aux côtés de la gendarmerie. Et cela pour une période illimitée. Mille militaires sont ainsi chargés du maintien de l'ordre intérieur au nom de la lutte contre le terrorisme et le grand banditisme. Or la base légale de cette décision est totalement inconnue, voire inexistante. (...)

Ce « quiproquo » risque donc de nous installer dans une situation permanente d'illégalité où l'armée s'occuperait dorénavant d'affaires et de maintien de l'ordre intérieur, ce qui n'est pas sa mission constitutionnelle. De plus, les militaires concernés ont apparemment délégation judiciaire pour procéder à des arrestations. (...)

— A.L. : A l'époque, le ministre a pourtant eu soin de préciser qu'il y avait subordination des militaires, affectés à ces missions de police, par rapport à la gendarmerie...

— W.D.B. : Bien entendu, c'est la lettre de la loi. Dans celle-ci, il est en effet dit que l'officier de gendarmerie a le

commandement sur l'officier de l'armée de grade subalterne. Et si ce dernier a un grade supérieur, il doit également exécuter les ordres de l'officier de gendarmerie en place. En réalité, cette décision comporte d'autres aspects.

Primo, les unités militaires chargées de la lutte « contre la subversion intérieure » — c'est-à-dire les paras, les commandos, les Chasseurs ardennais de Flawinne — ne sont pas n'importe quels détachements armés. Ils ont en effet été engagés, au mois de mai 1984, dans la fameuse manœuvre « Oesling 84 ». Dans cette opération de contre-guérilla, les unités en question avaient pour tâches de former des noyaux de résistance dans le but de développer des actions de sabotage, contre l'« ennemi occupant ». C'était l'hypothèse de l'opération.

Dans « Oesling 84 », les Chasseurs ardennais tenaient le rôle d'« ennemis occupants ». Fait remarquable : dans ce scénario guerrier participaient activement douze instructeurs des « Forces spéciales » américaines. Ce sont ces mêmes forces — soit dit en passant — qui, lors de l'affaire « Achille Lauro », sont intervenues sur le territoire italien sans autorisation d'aucune sorte, en foulant donc le principe même d'intégrité territoriale d'un pays membre de l'O.T.A.N.

Or au cours de l'opération « Oesling », il était prévu des attaques non simulées contre des unités de gendarmerie et contre la caserne de Vielsalm. Selon les militaires, cette dernière action aurait été annulée *in extremis*. Pourtant, à l'heure et à l'endroit prévus par le scénario original, il y eut des tirs contre la caserne, des barbelés furent entamés, les barres de fer du dépôt d'armes sectionnées et l'adjudant Frèche — qui montait la garde cette nuit-là — fut grièvement blessé par balles. Qui plus est, une vingtaine de fusils F.A.L. ont été volés à cette occasion, ainsi qu'une mitrailleuse F.A.L.O. Question : deux des armes dérobées ont été récupérées en août dernier dans une des caches dont se servaient les C.C.C. - F.R.A.P. - A.D. C'est ce que prétend en tout cas le Parquet. Comment ces armes ont-elles abouties chez les C.C.C. ? C'est une question qui impose, de toute évidence, une enquête sérieuse puisqu'un truand, ancien para, fut lui aussi impliqué dans la manœuvre « Oesling ». Depuis le 21 novembre, ce truand — Jacques Dislaire — est emprisonné à Marche-en-Famenne et inculpé de complicité dans une tentative d'assassinat et de vol à main armée à la caserne de Vielsalm. (...)

Dans toute démocratie, la fonction de l'armée est de ne

s'occuper que de l'ennemi extérieur. Dès qu'elle est engagée, d'une manière ou d'une autre, dans des tâches dévolues à la gendarmerie par exemple, elle s'occupe de politique intérieure. Ce qui est contraire à l'esprit des constitutions démocratiques : celles-ci prévoient un pouvoir de police intérieure distinct des tâches de défense, qui sont du ressort de l'armée. (...)

Un pas décisif semble donc avoir été franchi, mais l'opinion publique semble réagir comme si, même sur ce terrain-là, il y avait des pouvoirs spéciaux déposés au Parlement de tout droit de contrôle.

— A.L. : Dans le contexte de crise économique que nous



A qui profite l'attentat ?

connaissons, le gouvernement a choisi des réponses dures, en matière sociale notamment, contre l'ensemble de la population à l'exception des plus riches. Alors que tout le devant de la scène publique semble occupé par le banditisme terroriste et la version du « communisme combattant » qu'en donnent les C.C.C. Or c'est justement de ce décalage-là que jouent les forces de droite pour justifier plus de surveillance répressive.

— W.D.B. : Il y a une mystification qui est entretenue sciemment à ce propos. (...) La multiplication des services de police et de renseignements amplifierait encore l'imbroglio actuel et conduirait surtout à une impossibilité encore plus manifeste de les contrôler démocratiquement. En fait, le problème se situe ailleurs.

Selon moi, que ce soit du côté C.C.C. ou du côté « Brabant wallon », on est en présence d'un phénomène de terreur politique, que cet aspect « politique » soit explicitement affiché ou non. « Politique » dans ses effets sinon dans ses mobiles. Pourtant les autorités et le ministre de la Justice persistent à considérer la problématique du Brabant wallon comme un phénomène de criminalité pure, qu'on sépare des actions C.C.C. essentiellement « politiques ». Et Jean Gol persiste à dire que la piste C.C.C. est à rechercher uniquement du côté de l'extrême gauche, alors que rien dans le

dossier ne permet d'exclure d'autres pistes.

Ni l'opération « Mammoth », ni les investigations ultérieures n'ont apporté les preuves confirmant formellement cette intime conviction ministérielle ou excluant a priori d'autres pistes comme il s'ingénie à le faire. Sur quoi donc se base Jean Gol pour affirmer depuis un an que la terreur dans ce pays ne peut venir que d'une « gauche dévoyée » comme il l'appelle ? Au fond, il s'engage là, au nom de la droite, à jeter la suspicion sur la gauche. L'affaire du W.N.P., et le rôle qu'a tenu la Sureté, aurait pu, pourtant, rendre le ministre plus prudent : elle a en effet prouvé qu'en Belgique, comme dans d'autres pays, les services de renseignements savent manipuler aussi bien l'extrême droite que l'extrême gauche. Et souvent les deux à la fois.

— A.L. : Factuellement, il y a les écrits, les revendications et l'argumentation politique des C.C.C....

— W.D.B. : L'argument des textes ne vaut rien. Historiquement — et Jean Gol devrait le savoir, lui qui est engagé dans une concertation permanente avec ses collègues de la Justice au niveau européen —, il y a eu dans nombre de pays, en

Italie notamment, des groupements terroristes se réclamant de l'extrême gauche et qui, en fait, étaient manipulés par les services de renseignements ou des organisations fascistes. Pour ceux qui auraient encore quelques doutes, ils n'ont qu'à consulter les rapports des commissions parlementaires, récemment publiés en Italie, pour se rendre à l'évidence. Dans ce pays en particulier, un des services de renseignements dépendant du ministère de l'Intérieur a poussé divers groupuscules d'extrême droite à se lancer dans le « moisisme » pour pouvoir attaquer le P.C.I. non plus sur sa droite, mais sur sa gauche. Jean Gol, lui, semble faire une fixation définitive sur l'extrême gauche belge et se montre d'un unilatéralisme viscéral. Alors que sa propre carrière n'a pas été aussi « fixiste » mais sensiblement évolutive.

A supposer que les éléments de cette gauche dite « dévoyée » se soient engagés dans pareilles aventures, n'y

a-t-il pas longtemps qu'on les aurait repérés et qu'on aurait pu les appréhender ? Pourquoi ne l'a-t-on pas fait ? D'autant que les textes des C.C.C. — particulièrement le *Manifeste du 1^{er} Mai*, rendu public après l'attaque contre la F.E.B. — renvoient singulièrement à une confrontation idéologique qui eut lieu à la fin des années 70 dans une organisation comme l'U.C.M.L.B. (1).

Or si d'anciens militants ou sympathisants de cette organisation aujourd'hui disparue étaient impliqués dans les actions C.C.C., la police le saurait depuis longtemps. Elle n'a jamais rien dit laissant supposer pareilles connivences et, manifestement, on ne trouve rien. Au-delà d'une première lecture, indiquant en pointillé une sorte de filiation idéologique, il y aurait donc un second déchiffrement possible, indiquant que les C.C.C. ne sont pas les « léninistes » qu'ils prétendent être. Je répète ici ma question : qu'est-ce qui permet au ministre, dans l'état actuel des choses d'opter sans hésitation aucune pour la première lecture, en négligeant la seconde ?

— A.L. : Et la bande du Brabant wallon ?

— W.D.B. : On continue à traiter les choses comme s'il s'agissait d'une affaire de pure criminalité. Et pourtant, il y a dans ce dossier autant d'indices matériels, moins les textes, que dans le dossier C.C.C. pour envisager une manipulation d'extrême droite. Dans ce cas, je me pose la question de savoir pourquoi on persiste à exclure toute « coloration politique ». Il n'y a au fond qu'un seul argument : les auteurs restent muets et il n'y a pas de textes. Mais leur façon d'agir démontre que leur but est la terreur, une terreur qui touche beaucoup plus l'opinion publique que les explosions commises par les C.C.C. Je dirais même que l'impact politique des actions de la bande du Brabant wallon est beaucoup plus grand que celui généré par les Cellules.

Relations Internationales

(1) L'U.C.M.L.B. était un groupe marxiste-léniniste dont certains membres ont défendu, au moment de son éclatement, des conceptions de type militariste en se référant notamment aux classiques de la lutte révolutionnaire. (N.d.R. « Alternative libertaire »)

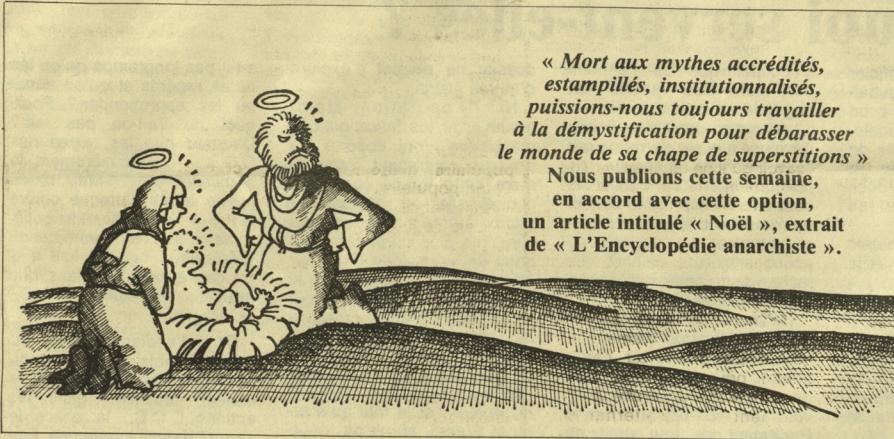
ITALIE

Au départ, elle devait s'appeler « Utopie 4 » pour marquer le lien avec les autres librairies « Utopie » (la première à Milan ; la seconde à Venise ; la troisième, qui a fermé entre temps, à Trieste). Finalement, elle s'appelle « Anomalia ».

C'est la nouvelle librairie libertaire qui, depuis novembre 1985, fonctionne à Rome dans le quartier San Lorenzo, 71-73, via di Campani. « Anomalia » est lié au centre de documentation anarchiste situé au 69 de la même rue.

secrétariat aux Relations internationales

Noël : fête chrétienne ou récupération du dieu Mithra



« Mort aux mythes accrédités, estampillés, institutionnalisés, puissions-nous toujours travailler à la démystification pour débarasser le monde de sa chape de superstitions »

Nous publions cette semaine, en accord avec cette option, un article intitulé « Noël », extrait de « L'Encyclopédie anarchiste ».

C'EST aux cultes païens, en vogue lors de leur gestation, que les rites chrétiens sont particulièrement redevables ; ils empruntèrent surtout aux religions orientales, propagées en Italie, dès le début de notre ère, par les soldats et les marchands. Trop formaliste, trop dédaigneux des individus, uniquement préoccupé de sacrifices extérieurs et de pompe officielle, sans autres prêtres que des fonctionnaires, le paganisme romain ne répondait plus à la ferveur mystique, au besoin de pureté intérieure réclamée par les foules. Pour lui rendre un peu de vie, Plotin, Porphyre, Jamblique, Julien et ses autres défenseurs devront lui infuser un peu de sève orientale.

Naissance de Jésus

Mais tout autres apparaissent les cultes d'Isis, de Sérapis, d'Osiris, de Mithra, etc., qui éveillaient l'espoir dans le cœur des hommes, leur montraient le chemin de l'extase divine et leur rendaient supportable les tristesses d'ici-bas. Dans le pauvre, dans l'esclave, ces religions voyaient un frère malheureux et c'est à ces aspirations profondes qu'elles s'adressaient. Contre elles, ses vraies concurrentes, le christianisme fut longtemps aux prises et, durant quelques siècles, l'on ne peut savoir qui l'emporterait de Jésus ou de Mithra. Lasse d'une guerre qui s'éternisait, incapable d'une victoire complète, l'Eglise finit par adopter certaines pratiques du culte rival : identifiant en quelque sorte les deux personnages, elle placera ainsi la naissance de Jésus le jour même de la naissance de Mithra. Telle fut l'origine du Noël chrétien.

Années, mois et jour de la naissance de Jésus restèrent absolument inconnus pendant les trois premiers siècles. L'Evangile de Marc, le plus ancien, n'y fait pas allusion ; Matthieu la place sous Hérode, c'est-à-dire au moins quatre ans avant notre ère, puisque ce prince mourait en l'an de Rome 750 ; d'après Luc, elle date-

rait d'un recensement qui eut lieu dix ans après, à une époque permettant aux bergers de coucher aux champs avec leurs troupeaux. Le même Luc attribue une trentaine d'années à Jésus, en l'an 15 de Tibère, le 29 de notre ère.

Le calendrier philocalien, dressé à Rome en 336, fournit la première preuve certaine qu'on célébrait Noël le 25 décembre. Cette fête, d'abord exclusivement latine, fut introduite à Antioche vers 375 et à Alexandrie vers 430 ; saint Augustin constate qu'on la célèbre un peu partout, mais ne la classe point parmi les grandes fêtes chrétiennes. Et le calendrier philocalien, en identifiant la naissance de Jésus avec celle de l'Invincible (*Natalis Invicti*, Naissance de l'Invincible), prouve qu'il s'agit bien d'une fête de Mithra, le dieu Invincible des Perses.

Mithra

Mithra, divinité iranienne, jouait déjà un rôle considérable, mais non essentiel, dans la religion de l'Avesta ; peut-être fut-il le dieu principal d'une autre secte persane. Nous le connaissons surtout par les symboles ou les figures retrouvés dans les cavernes ou temples souterrains que fréquentaient ses fidèles ; mais nous sommes pauvres en textes écrits le concernant. Dieu lumineux, allié du soleil et même confondu avec lui, il entre en lutte avec un taureau qu'il sacrifie ; du sang répandu seraient nés tous les vivants ; et dans cette scène souvent reproduite, un serpent et un chien léchent le liquide sorti de la blessure du taureau sacré. Médiateur entre l'homme et le dieu suprême, vainqueur du mal, sauveur des âmes, Mithra ressemblait singulièrement au Verbe éternel de l'évangéliste Jean.

Son clergé rappelait celui des chrétiens par sa hiérarchie comme par son goût pour le célibat ; et sa morale n'était pas moins belle que celle de Jésus ; et son culte comportait un baptême, des jeûnes, et des repas divins où l'on usait en commun de pain, d'eau et de vin consacrés. Ces analogies stupéfiantes, les Pères de l'Eglise en rendaient responsables les artifices du démon ; car le mithraïsme, de beaucoup plus ancien, n'avait pas, de toute évidence, plagié le christianisme. Comme ce dernier, le culte de Mithra se répandit surtout parmi les esclaves et les petites gens ; mais il compta aussi des patriciens, et même l'empereur Commode, parmi ses adeptes. D'où l'acharnement du clergé catholique contre ce rival dangereux, et sa proscription dès que les empereurs furent chrétiens.

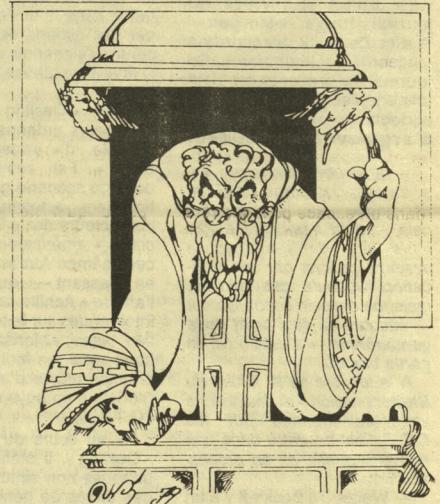
Pour mieux tromper les foules simplistes, les prêtres de Jésus s'approprièrent aussi maints rites chers au dieu persan et firent coïncider leurs fêtes avec les siennes. Chose d'autant plus facile qu'il est impossible d'avoir aucun détail précis par les Evangiles, tant sur la naissance que sur la vie ou la mort de Jésus. Si Matthieu et Luc le font naître à Bethléem, c'est qu'autrefois Michée prédit que de cette bourgade sortirait le conducteur d'Israël. S'il a pour mère une vierge, c'est, affirme Matthieu, « afin que s'accomplisse ce que le seigneur avait dit par le prophète : "Voici, une vierge sera enceinte, et elle enfantera un fils, et on le nommera Emmanuel" ». S'il est conduit en Egypte, c'est, d'après le même, parce qu'Osée avait écrit : « J'ai appelé mon fils hors d'Egypte ». A propos du massacre des innocents, il ajoute : « Alors s'accomplit ce qui

avait été dit par Jérémie le prophète : " On a oui, dans Rama, des cris, des lamentations, des pleurs et de grands gémissements. " Rachel pleurant ses enfants ; et elle n'a pas voulu être consolée parce qu'ils ne sont plus ».

Supercherie

Les deux généalogies, d'ailleurs inconciliables, de Luc et de Matthieu visent à montrer que Jésus était fils de David comme devait l'être le Messie. Un entrelacement de motifs et de textes empruntés à la Bible, tel apparaît le récit de la naissance du Christ dans nos Evangiles. Et dans les épîtres de Paul, aucun détail concret qui donne l'impression d'une scène réelle : ni le lieu de naissance, ni sa date, ni le nom du père ou de la mère ; lui aussi semble concevoir l'histoire de Jésus comme une simple réalisation des vieux oracles messianiques.

Quant aux Evangiles apocryphes, parvenus jusqu'à nous, qui racontent l'histoire des parents de la Vierge, Joachim et Anne, celle du mariage de Joseph et de la naissance du Christ dans une caverne où se trouvaient un âne et un bœuf, l'Eglise n'ose les ranger parmi les écrits canoniques tant ils sont ineptes. L'art chrétien et la piété des fidèles s'en inspirent ; ils montrent seule-

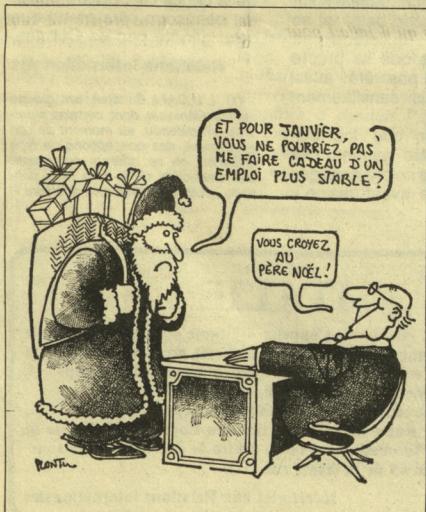


ment de quelles divagations sont capables les imaginations de croyants surexcités, de l'avis des érudits catholiques eux-mêmes.

Ainsi, création toute idéale de la foi, l'enfant divin de la crèche n'eut jamais d'existence que dans le cerveau de ses serviteurs. Le Jésus de Bethléem, adoré par les bergers et les rois mages, s'avère un mythe sans fondement historique dès que l'on examine d'un peu près les textes anciens. Il reste qu'il inspira des œuvres artistiques d'un grand mérite, comme en inspirèrent les dieux de Grèce et de Rome, et le divin Boudha, et Mahomet le prophète, et les mythologies de tous les temps. Mais de la beauté à la vérité il y a un abîme que les plus adroits apologistes n'arrivent pas à combler ; la poésie de Noël paraît d'ailleurs assez pauvre à qui ne croit plus au divin. Mais les enfants et les simples s'y laissent prendre, ne pouvant supposer qu'on célèbre avec tant de pompe la naissance d'un homme qui peut-être ne vécut pas réellement.

Loin d'être sorti en bloc, d'un seul jet, de la conscience de ses fondateurs, le christianisme apparaît comme un syncrétisme qui absorba des matériaux déjà préexistants. Idées, mœurs, habitudes culturelles de l'époque furent d'une importance capitale pendant la lente évolution des débuts. Pour la célébration de ses fêtes, pour la constitution de ses sacrements, l'Eglise consulta son intérêt immédiat ; très vite elle devint d'un opportunisme bien choquant pour qui la suppose guidée par le Saint Esprit. A l'Olympe où trônaient Jupiter et Junon, elle substitua le ciel où règnent Jésus et Marie ; la foison de ses saints remplaça la kyrielle des héros et des petits dieux. Dans bien des cas toute la différence se borna à des changements de nom. Pas besoin de répandre le sang des milliers de martyrs pour aboutir à pareil résultat ; que l'idole s'appelle Jésus, Mithra, Devoir ou Patrie, qu'importe, en effet, dès qu'elle exige d'être adorée !

L. BARBEDETTE



ET POUR JANVIER, VOUS NE POURRIEZ PAS ME FAIRE CADEAU D'UN EMPLOI PLUS STABLE ?

VOUS CROYEZ AU PÈRE NOËL !

« Autocritiques » de Pierre Juquin

On peut penser beaucoup de choses de Pierre Juquin. Vomir ses vingt-deux ans de marche au pas cadencé de la pensée uniforme et en uniforme « made in P.C.F. » ! Haïr ce stalinien bon teint qui a toujours su prendre tous les virages, même les plus acrobatiques, sans bouger un cil ! Toujours du côté du manche ! Aboyeur aux ordres ou fossoyeur muet ! Servile... On peut mépriser celui qui a accepté cent fois l'inacceptable ! Et on peut même ironiser sur l'incroyable audace d'un homme qui, malgré son passé, ose encore parler d'avenir !

N'empêche, le bonhomme ne manque pas pour autant d'un certain courage. Car, qu'on ne s'y trompe pas, il faut du cran pour jouer, comme le fait Juquin depuis deux ans, les rénovateurs solitaires au cœur de la forteresse P.C.F. Cela signifie, en effet, essuyer crachats sur lazzis et lazzis sur crachats. Et ce, sans quasiment l'ombre d'une chance de parvenir un jour à faire changer les choses. Car son « message », celui qu'il vient de condenser dans ce livre (1), et qui consiste à vouloir rompre avec la dépendance à l'égard de Moscou, à s'ancrer dans un espace politique refusant aussi bien le modèle

soviétique que l'américain, ou le social-démocrate, et à faire fonctionner l'organisation au rythme des trois petites notes de démocratie, se brise comme cristal sur le bunker de la « Kommandantur » qui dirige la machine.

Bien évidemment, ce livre n'apporte pas de réponses précises à ces questions. Toutefois on sent bien que son auteur est le « cul entre deux chaises ». D'une part, il ne peut se permettre de pousser son autocritique trop loin : pour lui, ce serait insupportable. Aussi les critiques qu'il formule à l'encontre du parti ne vont pas au fond des choses. Elles s'arrêtent en chemin, et comme telles, laissent entendre qu'il est possible de changer le parti de l'intérieur puisque le fond n'est pas complètement pourri. Mais d'autre part, Juquin ne croit pas vraiment à ce qu'il raconte. Ancien porte-parole du Parti communiste, il sait que la logique profonde du parti exclut toute possibilité de réforme véritable.

On l'aura donc compris, ce livre comme son auteur a un petit goût de pathétique. C'est le livre d'un homme qui ne sait pas quoi faire. Le livre d'un homme qui reste au parti parce qu'il ne « peut » pas mener sa critique jusqu'au

bout. Le livre d'un homme qui reste au parti parce qu'il ne voit pas d'autre alternative. Il ne veut pas, en effet, quitter un cheval aveugle pour celui, borgne, du Parti socialiste ou d'un groupuscule gauchiste quelconque.

Bref, ce livre respire la mort et le désespoir. Et on a beau savoir qu'il ne faut pas faire de sentiment à l'encontre de bureaucrates sur le retour, découvrant soudainement l'Amérique, c'est touchant... Touchant et dérangeant ! Car si Juquin ne voit pas d'alternative, il n'est pas le seul ! Et là cela nous concerne au premier chef. L'anarchisme est la seule alternative au capitalisme privé et d'Etat. Mais encore faut-il construire véritablement cette alternative. L'ancrer dans la réalité, la faire connaître ! Tout un programme, donc !

J.-M. RAYNAUD

(1) P. Juquin, « Autocritiques », édition Grasset, en vente à la librairie du Monde libertaire, 79 F.

Pour assurer
l'indépendance du
« Monde libertaire »,
souscrivez...

Programme de Radio-Libertaire

Jeudi 26 décembre

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : les morceaux préférés de l'animateur !
« Enlirez-vous » (15 h 30 à 17 h) : avec René Reauvin pour « Les assassins du boulevard ».
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 4 h) : revue de presse et l'Orchestre national de jazz.

Vendredi 27 décembre

« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : troisième volet sur la Chine populaire. Invité : Shikelong, chanteur-musicologue de Chine populaire.
« Jouisence » (12 h à 14 h) : Sacher Masoch (rediffusion).
« Palais de justice » (15 h 30 à 17 h) : les badintéradés...

Samedi 28 décembre

« A bâtons rompus » (11 h à 12 h) : R. Guérin et Paul Chénard.
« Chroniques syndicales » (12 h à 14 h) : le bilan interconfédéral de l'année.
« De bouche à orteils » (15 h 30 à 17 h 30) : Christian Thorel (auteur, compositeur, interprète).
« Epsilonia » (17 h 30 à 19 h) : A.l'écoute des répondants téléphoniques...

Dimanche 29 décembre

« Folk à lier » (12 h à 14 h) : programme fait par les auditeurs pour la dernière émission de l'année.
« Trisomie 21 » (20 h 30 à 22 h 30) : revue de presse des fanzines.

Lundi 30 décembre

« Musiques black » (15 h 30 à 17 h).
« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : le système immunitaire.
« Radio Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : bilan annuel...

Mardi 31 décembre

« Décharge publique » (18 h 30 à 22 h 30) : émission surprise.

« Du sang sur l'autel » de Thomas H. Cook

La secte américaine Amish faisait l'intérêt du film *Witness*, celle des mormons occupe le livre de Cook. Heureusement, car l'intrigue est très classique : des crimes perpétrés par un dément, un flic désabusé mais néanmoins justicier qui le pourchasse. L'action est bien menée, mais c'est le cadre sociologique qui reste le plus intéressant (1).

L'auteur nous montre un regard extérieur porté sur Salt Lake City, la ville des mormons. En effet son flic est de New York et se sent marginalisé d'autant que la police locale s'efforce de ne pas faire de vagues. Solidarité de croyant oblige !

Le mysticisme étouffant ne peut que provoquer des bouffées de haine et de folie. C'est ce que s'attache à montrer l'auteur.

YVES

(Gr. Florès-Magon)

(1) Thomas H. Cook, « Du sang sur l'autel », S.N. n°2021.

COMMUNIQUÉ

Les militaires, vous le savez bien, n'aiment pas beaucoup les libertaires. Et si nous le leur rendons bien, les fêtes de fin d'année et du Nouvel An nous rendent moins rancuniers.

Nous convions donc les auditeurs de Radio-Libertaire à soutenir le moral des « époux Turenge », agents secrets malheureux, emprisonnés en Nouvelle-Zélande pour terrorisme et crime d'Etat, en leur faisant parvenir un cadeau de votre choix.

Comment procéder ?

Venez déposer, ou envoyer nous, avant le 31 décembre, votre cadeau destiné aux époux Turenge (faites travailler l'imagination : palmes, tubas, etc.) à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Nous leur ferons parvenir par la voie des ministères de la Défense, des Relations extérieures, et des ambassades concernées. Dépêchez-vous, 31 décembre : dernier délai ! Et bonnes fêtes antimilitaristes !

secrétariat R.-L.

« Les croix de bois » de Roland Dorgelès

« *L* A guerre... Je vois des ruines, des débris de la boue, des files d'hommes fourbus, des bistros où l'on se bat pour des litres de vin, des gendarmes aux aguets, des troncs d'arbres déchiétés et des croix de bois, des croix, des croix... Tout cela défile, se mêle, se confond. La guerre... »

Les récits de guerre ont leurs adeptes, mais pour ma part, ne portant aucune vénération à cette démente entreprise de destruction, je ne recherche en ceux-ci qu'une mise en évidence des mécanismes bellicistes. Mieux connaître le mal pour mieux le combattre, pourrait-on dire.

J'ai été heureusement surpris de trouver, à l'étal d'un bouquiniste parisien, un exemplaire jauni des *Croix de bois*, de Roland Dorgelès. La lecture de cet ouvrage est édifiante. Certains faits de la Première Guerre mondiale sont connus de tous, et pourtant leur narration provoque souvent une sorte d'incrédulité. L'horreur est trop forte. L'horreur, à laquelle s'ajoute le cynisme : « Hé, les copains !... criait un autre... j'serai plus soldat... Venez voir, les gars, je peux plus être soldat, je n'ai plus de jambes... Les moribonds s'éveillaient l'un l'autre, se répondaient. Puis le silence retomba, tragique. »

La guerre se révèle, dans ce livre, affreusement laide. Au

front, il n'est plus question de parades militaires, de prestige de l'uniforme, de virilité titanessque. Il est question de peur et d'horreur, avant tout.

Un dialogue illustre parfaitement le désespoir que ressentait très rapidement les soldats, quand les illusions les avaient quittés pour faire place à la réalité du moment : la guerre ! « Moi, lui dit-il, je dis et je prétends que c'est une victoire. (...) »

— Pourquoi ça, que c'est une victoire ?

Sulphart déconcerté chercha un instant, ne trouvant pas tout de suite les mots qu'il fallait pour exprimer son farouche bonheur. Puis, sans même comprendre la terrible grandeur de son aveu, il répondit crûment :

— J'trouve que c'est une victoire, parce que j'en suis sorti vivant... Sans doute était-ce l'unique victoire à souhaiter : s'en sortir vivant.

Il y a des épisodes de l'histoire humaine qu'il n'est pas permis d'oublier. Sans pour cela la banaliser, toute l'horreur de la guerre doit cependant être exposée, sans complaisance et sans pudeur.

Roland Dorgelès, né à Amiens en 1885, est mort à Paris en 1973. Il fut journaliste et habita, un moment, Montmartre, quartier auquel il a consacré plusieurs ouvrages (*Quand j'étais Montmartrois*, *Bouquet de Bohême*, etc.)

Injustement méconnu de nos jours, il a pourtant laissé une œuvre considérable. Son livre le plus célèbre est peut-être *Les croix de bois*, ouvrage qui a été publié à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, et qui fait pendant au livre de E.-M. Remarque *A l'Ouest rien de nouveau*. Les deux livres sont complémentaires, la guerre se déroulait dans des conditions similaires côté allemand et côté français. La douleur était la même.

Les croix de bois est un ouvrage poignant. Récemment, la télévision a projeté un film tiré de ce livre. Il est également réédité en livre de poche (1). « Vous verrez... Des années passeront. Puis nous nous retrouverons un jour, nous parlerons des copains, des tranchées, des attaques, de nos misères et de nos rigolades, et nous dirons en riant : c'était le bon temps... » Et ce « bon temps » est devenu une supercherie, entérinée par tous les gouvernements.

La lecture des *Croix de bois* ne ménage aucune sensibilité, et là se trouve la puissance et l'intérêt de ce livre : montrer ce qu'est la guerre, dans toute sa monstruosité. Y a-t-il meilleur plaidoyer pacifiste ?

THIERRY MARICOURT

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire.

Économie américaine La pire des logiques

On s'extasie sans cesse sur la « reprise » américaine. On importe le modèle, symboliquement puis pratiquement. Symboliquement : Mitterrand, à la Reagan, debout derrière un pupitre, annonce les restructurations dans la sidérurgie. Pratiquement : Fabius, contre vents et marées, veut imposer la flexibilité. L'économie américaine n'est pourtant pas rose : saignée sous les assauts monétaristes, son redressement ne résoud rien.

Des inconsciences monétaristes...

En 1981, Reagan ne jure que par Milton Friedman. Le pape des « Chicago boys », prix Nobel d'économie et maître à penser du monétarisme, semble avoir triomphé via David Stockmann, secrétaire au Budget, interposé. Les recettes sont simples, certains disent archaïques : laissez-faire le marché et la « main invisible », que chantait Adam Smith, produira ses effets bénéfiques pour peu que la concurrence soit sans entraves.

L'Etat doit réduire son interventionnisme économique : moins de nationalisations, déréglementation, baisse des impôts. Il doit cesser d'agir socialement : reculer de la protection sociale, de la gratuité de certains services publics... L'Etat doit se repenser comme

gendarme d'un libéralisme débridé : il « libère » les entreprises de toutes charges, il s'efforce d'abaisser la puissance syndicale, il affirme haut et fort que l'augmentation du pouvoir d'achat c'est du passé.

Les recettes sont simples, mais les potions monétaristes sont amères. La production industrielle baisse de 11,9% aux Etats-Unis entre juillet 1981 et novembre 1982. La sidérurgie voit ses usines ne fonctionner qu'à 40% de leur capacité et licencie 300 000 ouvriers. Le chômage passe d'ailleurs de 7% de la population active en juillet 1981 à 10,8% en décembre 1982. Pour le tiers monde, la hausse des taux d'intérêts se traduit par un nouvel et insupportable accroissement de la dette extérieure.

A qui profite la catastrophe ? Sous l'impulsion des « cadeaux fiscaux » de la Maison Blanche, les profits des entreprises vont se redresser (+13% en 1983). Reagan n'a pas été réélu du fait des succès du monétarisme, il le fut car il sût à temps infléchir sa politique tout en criant partout son absolue fidélité aux convictions premières.

... à une croissance inconsistante

La reprise aux Etats-Unis est aujourd'hui réelle, elle s'élabore sur un mélange de

keynésianisme quelquefois problématique et de monétarisme toujours aveugle aux réalités sociales. La forte croissance américaine (+6,7% en 1984) s'explique en grande partie par le déficit considérable du budget fédéral (environ 200 milliards de dollars). La charge de la dette publique a augmenté de 57% en 1984. Le déficit comme effet pervers du keynésianisme, tant critiqué par les libéraux, n'avait jamais été aussi élevé. Il a certes partiellement servi à une relance relative de la consommation, notamment d'automobiles ou de logements. Mais il résulte aussi et fortement d'une très forte augmentation des dépenses militaires : 49% en quatre ans.

Les dépenses sociales au contraire sont absolument sacrifiées. Et l'on retourne ici au monétarisme le plus strictement borné. Selon une étude du Congressional Budget Office, l'administration Reagan, approuvée par le Congrès, a obtenu pour les années 1982-1985 les restrictions suivantes : 7 milliards de dollars en moins pour les tickets d'alimentation, 4,8 milliards de dollars pour les programmes d'aides aux familles avec enfants à charge, 2,2 milliards pour les logements à loyers modérés, et 5,3 milliards pour les programmes d'alimentation des enfants scolarisés. En tout, près de 20 milliards de

dollars de coupes claires dans les aides sociales. Rappelons qu'il n'existe pas aux Etats-Unis de système de sécurité sociale général et public. Selon le Census Bureau de Washington (bureau des statistiques), 24 millions d'Américains vivaient en 1978 en dessous du seuil officiel de pauvreté. Leur nombre a atteint 35 millions en 1985, soit presque un Américain sur six. Premiers touchés : les Noirs (35,7% de pauvres alors qu'ils ne représentent que 12% de la population américaine), talonnés de près par les Hispaniques. Dans le *Monde diplomatique* de juillet 1985, Florence Beaudé rend compte précisément de cette face cachée d'une Amérique opulente : des camions de la soupe populaire pris d'assaut, des files d'attente devant les centres de secours, désespoir aussi de très nombreux exclus — et à jamais — de la reprise.

Le chômage a malgré tout diminué, rétorque les naïfs. Il est exact qu'en 1984, le taux est revenu aux environs de 7% de la population active. Mais pour ce faire, encore une fois, Reagan a été contraint de déroger aux dogmes monétaristes : fin 1982, il acceptait la création d'une taxe spéciale sur l'essence pour financer des grands travaux pouvant fournir du travail à 300 000 personnes. Le problème, c'est aussi que, parmi la reprise récente de l'embauche, les emplois créés sont de faible



qualification ou relevant du travail à temps partiel. On peut douter qu'il s'agisse d'une amélioration à long terme du sort de la main d'œuvre américaine. La responsabilité au travail et la maîtrise réelle d'un savoir-faire spécifique sont ici résolument et systématiquement oubliées ou méprisées. L'embellie est donc fragile, d'autant que la tendance au ralentissement démographique aux Etats-Unis freine pour l'instant, mais ne freinera pas pour toujours, l'accroissement de la population active.

En définitive, et quoi qu'affirment les libéraux incrotables à la Guy Sorman, ce n'est pas le monétarisme seul qui a permis la pseudo-reprise américaine. Par ailleurs, la nouvelle croissance, qui est tout bénéfique pour le monde du capital, se réalise à un coût social gigantesque. Ce « miracle américain » reste un mirage, le modèle est un contre-exemple.

WILLY PELLETIER

LE PATRONAT VEUT TOUTES LES LIBERTÉS Mais non ! Gattaz n'est pas anarchiste

« Le patronat durcit sa position », ont expliqué les médias à propos de la dernière assemblée annuelle du C.N.P.F. Il en est toujours ainsi : le patronat durcit quand la classe ouvrière se ramollit.

Yvon Gattaz a fait semblant de se mettre en colère. « La politique actuelle ne peut plus durer », a-t-il proclamé. Et, en se défendant d'un engagement quelconque dans la campagne électorale, il a affirmé, toutefois, que le C.N.P.F. applaudira toujours « un gouvernement qui sera libéral ».

Pourtant, il y a deux ans, Gattaz avait déclaré en privé : « Entre nous et le pouvoir cela ne va pas aussi mal qu'on le dit. Le C.N.P.F. a obtenu 350 mesures favorables aux entreprises depuis que les socialistes sont au pouvoir. » Et ce n'était pas fini...

Mais ne vous imaginez pas, tout de même, un patron des patrons se déclarant comblé, en public. Il est payé pour pleurer et réclamer « toujours plus », comme dirait l'autre rigolo. Et puis il doit faire face à une contestation interne qui lui reproche justement son manque de pugnacité à l'égard du gouvernement. Enfin le C.N.P.F. a un message destiné aux futurs (probables) gouvernants de l'an 86 : « Vos prédécesseurs ont déblayé le terrain. Vous devez aller de l'avant sur la voie ainsi tracée et profiter de l'aubaine que représente une classe ouvrière traumatisée par la crise et anesthésiée par la gauche... »

Libertés au pluriel

Chotard a résumé le programme : « il faut une politique encore plus libérale... » Libertés, libertés, libertés

chéries... Les deux ténors du C.N.P.F. ont entamé l'hymne aux libertés, air et paroles archi-connus. Libertés toujours au pluriel, notez-le, car ces braves gens aspirent à toutes les libertés : des prix, des marges, des salaires, de l'embauche, des licenciements, des horaires, des changes. Bref, la plus complète déréglementation qui, selon Gattaz, « doit être le mot d'ordre numéro un ».

Et pourtant des libertés ils en prennent chaque jour davantage avec le code du travail, sans que les autorités « compétentes » y trouvent à redire. Au contraire, puisque Delebarre va légaliser tout ça. La palme en la matière revient sans doute, jusqu'à présent, aux Fondries et aciéries de Fleurs, dans la Loire, où le personnel posté doit téléphoner en fin d'après-midi, pour savoir s'il peut travailler le lendemain matin ! Qui dit mieux ?

Des prolos tout nus...

Dans toute l'histoire, les acquis, au fil des luttes, petites ou grandes, précédaient le plus souvent dans les faits la législation qui entérinait et, parfois, généralisait. Aujourd'hui le processus est inversé. On « détricote » à toute allure et les prolos vont se retrouver tout nus...

La liberté des salaires ? Ce sera pour pouvoir mieux appliquer la politique définie par Chotard et l'Union des industries minières et métallurgiques (U.I.M.N.) : « Pour s'affranchir définitivement de l'indexation tant en niveau qu'en masse, les salaires devraient être fixés en prenant davantage en considération deux types d'éléments qui avaient été plus ou moins délaissés ces dernières années : les performances individuelles et les

paramètres économiques (objectifs, résultats, productivité, etc.). »

L'individualisation des rémunérations en fonction du « mérite », c'est le salaire à la tête du client, déjà largement pratiqué certes, mais qu'il faudrait généraliser et libérer de toute entrave, si tenue soit-elle.

La liberté de licencier ? Mais c'est pour mieux pouvoir embaucher, créer des emplois ! D'où la demande sans cesse renouvelée de suppression de l'autorisation administrative, cette procédure tatillonne qui a tout juste permis de procéder, chaque année, à quelques centaines de milliers de licenciements économiques. Une lenteur inacceptable !

La liberté des changes ? On a bien le droit de spéculer un peu avec la menue monnaie si péniblement gagnée, non ? Pour compléter le tableau, Chotard a invité les patrons à développer les expériences de « participation active », de « cercle de qualité » qui ont pour noble objet de mieux utiliser toutes les ressources d'intelligence et d'initiative insuffisamment mises en valeur jusqu'à présent.

En conclusion, Gattaz, la main sur le cœur et les lunettes flamboyantes, a juré ses grands dieux que le patronat n'abusera pas de toutes ces libertés. Tout juste, même s'il s'en servira. Avec parcimonie et à bon escient en tout cas. A tel point qu'on peut se demander pourquoi le C.N.P.F. fait tant de raffut...

Gattaz a bien tenu à préciser que toutes ces libertés, pour lui, ne signifient pas l'anarchie. Très juste, cher Yvon : les libertés de la jungle ne figurent pas au programme de l'anarchie, la plus haute expression de l'ordre selon Elisée Reclus.

SÉBASTIEN BASSON